Février 08 post élections

Soumis par Administrator
01-02-2008
Dernière mise à jour : 09-04-2009

Suivi des émeutes au Kenya - Février 2008 - Le Kenya, quel avenir ?

Vous trouverez ci-dessous le suivi de l'actualité au jour le jour relatif aux émeutes qui se déroulent dans les quartiers défavorisés.

- Revue de presse du mois de décembre 2008
- Revue de presse du mois de janvier 2008

En effet il y a le Kenya des touristes et des expatriés dont j'ai fait partie. Un Kenya beau, merveilleux pour ne pas le qualifier de paradisiaque mais il ne faut pas oublier aussi ces 60 % de la population qui livre un véritable combat non pas pour vivre mais pour survivre au jour le jour !Aujourd'hui le Kenya souffre et malheureusement saigne. Il ne faut pas refuser de voir cet aspect de ce pays. Le Kenya se découvre avant tout avec sa population et non pas uniquement par la beauté de sa nature et de son infrastructure hôtelière, sous peine de prendre le risque de passer à côté de l'essentiel. C'est pour cette raison que je tiens cette revue de presse sur ce site.Le mois de janvier 2008 aura montré une escalade de l'inacceptable. En ce mois de février 2008 l'enjeu des politiques sera de trouver le moyen d'apaiser le feu qu'ils ont allumé. Le bien de la population kényane dans son ensemble et sa diversité en dépend ! 29 février 2008

Les rivaux kényans Kibaki et Odinga s'accordent pour partager le pouvoir à Nairobi L'espoir est revenu, enfin, au Kenya, au moment où la crise menaçait à nouveau. En signant, jeudi 28 février, un accord donnant naissance à une coalition pour gouverner le pays, les deux rivaux de l'élection présidentielle kényane, le président sortant, Mwai Kibaki, et son rival, Raila Odinga, promettent pour la première fois depuis l'annonce, fin décembre 2007, des résultats entachés de fraudes graves, de mettre un terme aux violences. Des violences qui ont fait 1 500 morts, entraîné des destructions d'ampleur inédite depuis l'indépendance, et chassé 300 000 personnes de chez elles.Après cinq semaines de travail, le chef de l'équipe de médiation, Kofi Annan, peut se féliciter d'être parvenu à arracher, à grand-peine, cet accord de sortie de crise qui donne naissance à une "coalition" pour gouverner le pays. Il prévoit la création d'un poste de premier ministre chargé de "coordonner et superviser les affaires du gouvernement", attribué à Raila Odinga. Dans un pays où l'essentiel du pouvoir est concentré entre les mains du président, l'innovation est prometteuse, et constitue une victoire pour l'opposition. L'accord prévoit également la création de deux postes de vice-premier ministre, destinés à des représentants des deux formations majoritaires. Il établit aussi que chaque formation pourra nommer un nombre de ministres proportionnel à la taille de son groupe parlementaire.

Kofi Annan, peut se féliciter d'être parvenu à arracher un accord pour sortir de la crise

Pour la formation de M. Odinga, cela constitue une autre avancée. Les responsables du Mouvement démocratique orange (ODM) choisiront leurs ministres, constituant environ la moitié d'un gouvernement qui ne pourra être révoqué que par une motion de censure du Parlement. Et non par Mwai Kibaki, que Raila Odinga, pour la première fois depuis le scrutin, a consenti à qualifier de "président".

RÉUNION DU PARLEMENT

Pour donner à cet accord une base solide, le Parlement doit se réunir dès le 6 mars et voter les amendements à la Constitution nécessaires. Les extrémistes des deux bords, dans l'intervalle, devront accepter l'étendue du compromis, "nécessaire pour la survie de ce pays", a rappelé Kofi Annan. Cette "signature ne signifie rien en soi, si ce qui est dans le texte n'est pas mis en application", a averti le président tanzanien, Jakaya Kikwete, actuel président en exercice de l'Union africaine, qui a joué un rôle important dans la dernière phase des négociations.

Depuis quelques jours, le Kenya vacillait de nouveau dangereusement. Dans la vallée du Rift, théâtre de nombreuses violences intercommunautaires en janvier, des groupes de miliciens liés aux deux parties avaient affirmé, les jours précédents, être "prêts à commencer la guerre si les négociations échouaient".

Dans le même temps, des messages fermes adressés à l'unisson par l'Union européenne, les Etats-Unis et d'autres partenaires du Kenya avaient sévèrement mis en garde les responsables du pouvoir comme de l'opposition que des mesures seraient prises contre toutes les personnalités qui s'opposeraient au processus de paix.

"Le chemin est loin d'être terminé. Il commence à peine", a mis en garde Kofi Annan. Il appartient à présent aux responsables kényans d'engager un difficile processus de réconciliation, tout en poursuivant les négociations pour chercher des solutions aux problèmes de fond de la société kényane, notamment les inégalités sociales et les conflits fonciers. 28 février 2008

Kibaki et Odinga signent un accord de gouvernement pour régler la crise NAIROBI (AFP) — Le président kényan Mwai Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga ont signé jeudi à Nairobi un accord de gouvernement devant régler la sanglante crise post-électorale, presque deux mois jour pour jour après le début des violences politico-ethniques qui ont ébranlé le Kenya.

Un accord a enfin été trouvé entre les deux partis

Les deux rivaux, assis côte à côte à un bureau devant les services de la présidence kényane, ont paraphé le document lors d'une cérémonie publique, en présence du médiateur de l'Union africaine (UA) Kofi Annan et du président de l'UA, Jakaya Kikwete.L'accord de gouvernement de coalition prévoit notamment la création d'un poste de Premier ministre et de deux vice-Premiers ministres.

Ce Premier ministre - poste jusqu'à présent inexistant au Kenya et qui devrait revenir à l'opposition - devra être "un membre élu du Parlement", selon l'accord, qui précise que la composition du gouvernement doit exprimer le rapport de force au Parlement des partenaires de la coalition. M. Kibaki a convoqué le Parlement le 6 mars pour entériner l'accord. Les Etats-Unis, qui avaient plusieurs fois haussé le ton face aux leaders kényans, ont été les premiers à réagir, qualifiant l'accord "d'avancée importante et positive", tout en prévenant qu'ils "surveilleront de près" sa mise en oeuvre. Le Premier ministre britannique Gordon Brown a lui qualifié l'accord de "triomphe pour la paix et la diplomatie" et a proposé d'accueillir à Londres une conférence des donateurs pour le Kenya. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon a de son côté accueilli "chaleureusement" cet accord, qui "donne au peuple kényan l'espoir d'un retour à la stabilité démocratique". "La France, en totale coordination avec l'Union européenne, continuera d'accompagner la mise en oeuvre de cet accord", a déclaré le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner.

Toutes les capitales félicitent cet accord entre les responsables politiques du Kenya

Après la signature de l'accord, M. Odinga a affirmé qu'"un nouveau chapitre de l'histoire (du Kenya) a été ouvert"."Je suis heureux aujourd'hui que nous ayons signé un accord qui marque le succès des pourparlers", a déclaré de son côté M. Kibaki.

Des centaines de personnes ont manifesté leur joie après l'annonce de l'accord à Mombasa (sud-est) et Kisumu (ouest), fief de l'opposition, selon des témoins.

Les tractations entre les deux camps sur la fonction de Premier ministre s'étaient enlisées ces derniers jours, amenant le médiateur à suspendre mardi les pourparlers avec les équipes de négociateurs pour en appeler à la "responsabilité directe" de MM. Kibaki et Odinga.

Le Kenya est plongé dans l'une de ses pires crises depuis l'indépendance en 1963, née de la contestation par M. Odinga de la réélection de M. Kibaki lors de la présidentielle du 27 décembre, entachée de graves irrégularités selon les observateurs. Plus de 1.500 personnes sont mortes dans les violences politico-ethniques qui ont suivi le scrutin, selon la police. Environ 300.000 ont été déplacées, selon la Croix-Rouge kényane.

Signe des tensions persistantes, des violences interethniques ont repris dans la nuit de mercredi à jeudi dans l'ouest après une dizaine de jours de relative accalmie.

Des jeunes ont incendié une trentaine de maisons appartenant à des habitants de retour

Selon la police, trois personnes ont été tuées dans le district de Molo (ouest), lorsque des jeunes ont incendié une trentaine de maisons appartenant à des habitants de retour depuis quelques jours à leur domicile, qu'ils avaient dû fuir au plus fort des affrontements.

En visite à Nakuru, capitale de la Vallée du Rift, l'un des hauts responsables du Mouvement démocratique orange (ODM, parti d'Odinga), William Ruto, a lui, devant la presse, accusé la police de "tentative systématique de persécuter et d'intimider des partisans de l'ODM dans la Vallée du Rift" et "d'arrestations arbitraires de citoyens innocents". 27 février 2008

L'UNHCR achemine du matériel humanitaire vers le Kenya L'agence des Nations Unies pour les réfugiés a acheminé

par avion 2 345 tentes familiales légères. Elles seront utilisées par des dizaines de milliers de personnes déplacées dans différentes régions du pays, suite aux violences post-électorales survenues cette annéeL'UNHCR a affrété un Boeing 747-400 pour transporter des tentes depuis ses entrepôts d'urgence à Dubaï. L'avion cargo a atterri à Nairobi vendredi. Un autre chargement de 2 655 tentes légères est actuellement transporté par bateau entre Dubaï et le port kényan de Mombasa. C'est le second pont aérien acheminant de l'aide vers le Kenya qui est opéré par l'UNHCR, depuis les violences survenues dans les régions occidentales du pays après les élections présidentielles et parlementaires du 27 décembre. Un premier vol, qui avait atterri le 17 janvier, avait transporté 19 600 balles de bâches en plastique pour les abris, 40 000 moustiquaires et 15 générateurs. Nombreux sont les réfugiés pour qui la peur de mourrir fait partie de leur quotidien « Nous espérons livrer ces tentes aux déplacés les plus démunis avant le début de la saison des pluies le mois prochain », a indiqué Alice Ballah-Conteh, responsable de l'équipe de réponse d'urgence de l'UNHCR à Nairobi. Il y a deux saisons des pluies au Kenya, la première a lieu du mois de mars au mois de mai.

Depuis début janvier, l'UNHCR a distribué 10 000 kits familiaux, 758 tentes et 50 000 protections hygiéniques dans plusieurs parties du pays, celles qui ont été les plus durement frappées par les violences, comme la province de la Vallée du Rift et la capitale du pays, Nairobi.

« Durant l'accalmie observée actuellement au Kenya, l'UNHCR devrait pouvoir se rendre dans plusieurs parties du pays, auparavant isolées du fait de l'insécurité », a expliqué Alice Ballah-Conteh.

Des dizaines de milliers de Kényans vivent toujours dans plus de 200 sites accueillant des personnes déplacées internes à travers tout le pays. Plus de 80 000 déplacés sont par ailleurs rentrés dans leur région natale rurale, alors que de nombreux autres vivent chez des proches ou des amis. Ils mettent à rude épreuve les ressources de ceux qui les accueillent. La semaine dernière, une équipe de l'UNHCR s'est rendue dans le district de Kisii à l'ouest du Kenya et elle a trouvé quelque 44 600 personnes vivant chez des amis ou des proches. La plupart de ces personnes travaillaient dans des plantations de thé dans le district de Kericho, à une distance d'environ 80 kilomètres.

Les luttes inter ethniques à Kericho ont séparé des centaines de famillles issues de mariages mixtes L'équipe de l'UNHCR a aussi noté que des centaines de familles issues de mariages mixtes ont été séparées du fait des luttes inter ethniques à Kericho, un village à dominante ethnique kalanjin. « De nombreuses femmes [de l'ethnie kisii] avec lesquelles nous avons discuté, nous ont raconté des histoires très tristes sur la façon dont elles ont été obligées de fuir avec leurs enfants et de quitter leurs maris [de l'ethnie kalanjin] car leur mariage était multi ethnique », a indiqué Alice Ballah-Conteh, qui était responsable de cette équipe. L'agence des Nations Unies pour les réfugiés prévoit une distribution de matériel humanitaire aux déplacés se trouvant dans la région de Kisii et celle de Kisumu, une autre région qui a été affectée par les violences.

Parallèlement, l'UNHCR a envoyé un expert en planification de site dans la ville de Nakuru, dans la province de la Vallée du Rift, pour aider le gouvernement et la Société de la Croix-Rouge kényane à mieux équiper des installations accueillant des déplacés.

La plupart des personnes déplacées actuellement accueillies dans des bâtiments publics et les enceintes d'églises vont être transférées dans des sites mieux équipés, où ils pourront bénéficier d'un accès facilité à l'aide et à la protection. L'UNHCR a formé plus de 30 volontaires de la Croix-Rouge et des fonctionnaires à la gestion et à la coordination des camps. 26 février 2008

Annan pour des pourparlers directsWashington maintient la pression NAIROBI (AFP) — Le médiateur de l'Union africaine dans la crise kényane, Kofi Annan a décidé mardi de négocier directement avec le président Mwai Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga pour accélérer son dénouement, Washington avertissant que tout nouveau retard serait inexcusable.

A l'issue d'une nouvelle séance de pourparlers avec les négociateurs des deux camps, M. Annan a déclaré qu'il "est important" qu'il "suspende les négociations, non pas comme un acte de désespoir ou d'abandon", mais pour aborder "directement" le sujet avec le président Mwai Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga.

"Les dirigeants doivent assumer leurs responsabilités et s'engager directement dans ces discussions", a ajouté M. Annan devant la presse.

Des pourparlers sont en cours depuis le 29 janvier sous la médiation de M. Annan pour trouver une solution négociée à la crise post-électorale née de la contestation de la réélection de M. Kibaki par M. Odinga. Les violences qui ont ensanglanté le pays après le scrutin ont fait au total plus de 1.500 morts, selon la police. Environ 300.000 personnes ont également été déplacées par ces violences, selon la Croix rouge kényane. Depuis plusieurs jours, les pourparlers se concentraient sur la création d'un poste de Premier ministre, inexistant jusqu'à présent au Kenya et qui devrait revenir au parti de M. Odinga.

Les dirigeants doivent assumer leurs responsabilités et s'engager directement dans ces discussions

L'enjeu des discussions, particulièrement âpres entre les deux camps, tourne autour des prérogatives accordées à ce Premier ministre, dans le cadre d'un accord de partage de pouvoir voulu par la communauté internationale.

"On tournait en rond", a commenté laconiquement M. Annan à propos de ces tractations. Si les négociateurs sont parvenus à un accord de principe sur la création d'un tel poste, il reste à déterminer son rôle et ses attributions. En effet, la Constitution ne prévoit aucune prérogative spécifique pour un Premier ministre, le pouvoir exécutif étant concentré dans les mains du chef de l'Etat.Sans surprise, les deux camps ont rejeté toute responsabilité dans la suspension des pourparlers.

"Nous avions le sentiment d'être mis sous pression, ce qui n'est pas juste dans une négociation", a déclaré Mutula Kilonzo, négociateur du camp présidentiel.

"Le Mouvement démocratique orange (ODM, parti de M. Odinga) n'est pas responsable du blocage des discussions", a assuré de son côté Musalia Mudavadi, négociateur de l'opposition.

Peu avant l'annonce de la suspension des pourparlers, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice s'était dite "déçue par l'échec" jusque présent des négociations. "Si certains progrès ont été réalisés, je suis déçue par l'échec des dirigeants à résoudre tous les problèmes restants", a déclaré dans un communiqué Mme Rice, qui avait été dépêchée la semaine dernière au Kenya par le président George W. Bush. "Il n'y a aucune excuse à un nouveau retard. Il n'y a aucune excuse à la violence et ceux qui en sont responsables doivent rendre des comptes", a prévenu la secrétaire d'Etat.

Vendredi dernier, le parti de M. Odinga avait une nouvelle fois menacé d'organiser des manifestations en cas d'absence de progrès des pourparlers d'ici mercredi. De son côté, le président en exercice de l'UA, le chef de l'Etat tanzanien Jakaya Kikwete, est arrivé mardi à Nairobi pour une visite de 48 heures destinée à appuyer la médiation de Kofi Annan et lors de laquelle il doit s'entretenir notamment avec MM. Kibaki et Odinga. 25 février 2008

Kenya: le secteur de l'aviation en grève APA-Nairobi, (Kenya) Les travailleurs kényans du secteur de l’aviation ont donné dimanche un préavis de grève de 21 jours au ministre du travail pour protester contre leurs mauvaises conditions de travail.Selon le syndicat, cette décision fait suite à l’incapacité du ministre du Travail de régler le problème des salaires, la couverture médicale et les indemnités de transports.Quelques 1.600 employés membres du syndicat des travailleurs aéroportuaires et associés (KAAWU) pourraient participer à cette grève. De même, les agents de sécurité, les sapeurs pompiers et les gardiens de parcs de stationnement dans les aéroports kényans pourraient également suivre le mouvement.Au cours de sa conférence de presse à Nairobi, le secrétaire général de ce syndicat, Jimi Masege a déclaré que plusieurs meetings avaient été tenus avec le patronat mais sans succès. Il a indiqué que les dirigeants de l’Autorité Aéroportuaires du Kenya (KAA) évitent même d’aborder cette question avec les travailleurs."La direction s’est débinée en utilisant la crise politique actuelle comme prétexte", a ajouté M. Masege.Cette grève pourrait paralyser l’ensemble du trafic aérien au Kenya, dont dépend le tourisme, la principale source de devises du pays et qui a été frappée de plein fouet par la crise post électorale qui aurait fait plus de 1.000 morts à travers le pays. La Kenya Airways a d’ores et déjà annoncé le semaine dernières qu’elle allait, à partir du 26 février prochain, suspendre momentanément ses vols vers Paris, avec la forte baisse des réservations, à la consigne des autorités françaises invitant leurs ressortissants à ne pas se rendre au Kenya. 25 février 2008

Un des parcs naturels du Kenya dévasté par un incendie Un incendie est en train de faire des ravages dans un Parc Naturel du Kenya. Cette région souffre déjà d’un manque crucial de touristes en raison de la crise post-électorale qui a eu lieu en décembre dernier.En utilisant des branches pour faire reculer les flammes, les gardes-forestiers et les habitants du Kenya ont lutté pour le deuxième jour consécutif samedi pour contrôler un incendie qui a réduit en cendres un tiers de l’un des parcs naturels les plus réputés du pays. Au moins 100 habitants locaux se sont joints aux responsables du parc pour aider à éteindre l’incendie, qui a démarré de manière accidentelle dans un village à proximité, et qui a déjà détruit de grandes parties du Parc National du lac Nakuru de 188 km².

« Nous avons juste entendu des gens hurler au loin et nous savions qu’il s’agissait d’un incendie, alors nous sommes venus immédiatement pour aider à éteindre cet incendie » a déclaré Dorcas Kafiri, une habitante qui courrait en direction du feu avec une branche dans la main.Tout comme d’autres villageois habitant près de ce pars national du Kenya, elle a sauté par-dessus une barrière de sécurité pour aller aider les autorités à contrôler l’incendie.

Des centaines d’ouvriers, de soldats et de policiers ont lutté contre le principal incendie pendant douze heures vendredi, et ont réussi à le contenir en grande partie. Mais de nouveaux foyers se sont déclarés samedi matin. L’incendie de l’une des destinations les plus populaires au Kenya est un nouveau coup pour l’industrie du tourisme en difficulté ces derniers temps, qui a vu ses chiffres et ses profits décliner depuis une crise post-électorale qui a entraîné la mort de plus de 1000 personnes.

Le Parc National du lac Nakuru, qui est habituellement parcouru par les touristes européens, américains ou autres qui conduisent des véhicules à quatre roues, a été déserté par les visiteurs depuis le vote du 27 décembre dernier. Quand l’incendie a commencé, l’herbe desséchée par un manque récent de pluie a contribué à la progression rapide des flammes. Un reporter de Reuters a déclaré avoir vu des collines noircies par l’incendie. Plus connu pour ses hordes de flamants roses qui se réunissent sur les rives de son lac, le Parc National du centre du Kenya abrite 450 espèces comprenant des rhinocéros, des girafes et des lions.

« Il s’agit d’un accident. Ce n’est pas l’œuvre d’un pyromane » a déclaré Charles Muthui, le directeur du Parc National, qui a déclaré qu’une femme d’un village voisin qui faisait brûler du bois était à l’origine de l’incendie. Le vent a ensuite entraîné les flammes jusqu’au parc.

« Les touristes ne veulent pas voir d’incendies, ils veulent voir des animaux » a déclaré Charles Muthui.

Malgré l’incendie, les babouins se prélassent dans tout le parc, alors que quelques groupes de gazelles foulent la terre brûlée. Les rhinocéros sont allongés près d’une crique.

Les gardes-forestiers affirment que l’incendie semble avoir largement épargné la faune et la flore. 25 février 2008

Annan poursuit ses efforts au Kenya Les pourparlers dans l'impasse NAIROBI (Reuters) - Les pourparlers visant à dénouer la crise politique du Kenya étaient dans une impasse lundi à Nairobi, où les négociateurs ont engagé le président Mwai Kibaki et son adversaire Raila Odinga à prendre eux-mêmes les décisions relatives à un partage du pouvoir.

Les deux parties se sont rencontrées lundi matin en vue de mettre en forme un accord susceptible de mettre fin aux violences qui ont fait un millier de morts après la réélection contestée de Kibaki. L'opposition a prévenu qu'elle reprendrait les manifestations de rue mercredi en cas d'échec.

M Kofi Annan met la pression sur les dirigeants du Kenya pour trouver une solution

Le gouvernement a accepté en principe la création d'un poste de Premier ministre réclamée par l'opposition, mais les parties sont en désaccord sur ses attributions, la répartition des postes ministériels et la possibilité d'organiser un nouveau scrutin au cas où la coalition éclaterait. Lundi après-midi, les deux camps ont dit ne pas pouvoir s'entendre et s'en sont remis à leurs dirigeants par l'intermédiaire du médiateur Kofi Annan, ancien secrétaire général de l'Onu.

"Nous avons isolé un certain nombre de sujets qui exigent des consultations" au niveau supérieur, a déclaré aux journalistes le négociateur du gouvernement Mutula Kilonzo. Son homologue de l'opposition, William Ruto, a dit que Kibaki et Odinga devaient "faire jouer leur influence".

Annan a confirmé la décision d'en référer aux deux dirigeants. Il a rencontré Odinga dans l'après-midi et devait voir ultérieurement Kibali. Le médiateur demande un règlement politique immédiat avant que les négociations abordent les questions d'ordre constitutionnel. 25 février 2008

Plus de 1.500 morts lors des violences post-électorales Reprise des pourparlers NAIROBI (AFP) — Les violences politico-ethniques qui ont ensanglanté le Kenya après la contestation de la réélection du président Mwai Kibaki le 27 décembre ont fait, selon un nouveau bilan de la police, "plus de 1.500 morts" au total, a-t-on appris lundi de sources policières.

"Nos chiffres indiquent que plus de 1.500 personnes ont été tuées dans des affrontements tribaux, des émeutes politiques et (des violences) associées aux élections", a déclaré à l'AFP sous couvert d'anonymat un haut responsable de la police.

Plus de 1.500 personnes ont été tuées au Kenya

"Plus de 1.500 personnes ont été tuées au Kenya. Elles ont été tuées dans les affrontements dans le pays", a commenté un autre haut responsable policier, également sous couvert d'anonymat.

La grande majorité des victimes ont été tuées dans les semaines qui ont suivi l'élection du 27 décembre, un calme relatif s'étant instauré dans le pays depuis environ deux semaines. Un précédent bilan de sources policières et de la Croix-Rouge kényane faisait état de plus de 1.000 morts dans ces violences post-électorales. Depuis fin décembre, le

Kenya est plongé dans une crise majeure, née de la contestation par le chef de l'opposition Raila Odinga de la réélection de M. Kibaki.

Les camps du gouvernement et de l'opposition mènent depuis le 29 janvier des pourparlers, sous la médiation de l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, afin de trouver une solution politique à la crise. Ces pourparlers ont repris lundi à Nairobi pour finaliser un possible accord sur la création d'un poste de Premier ministre devant revenir à l'opposition, a-t-on appris auprès de la médiation.

Le leader de l'opposition espère éviter de nouvelles violences à l'avenir

"Les pourparlers ont repris, les deux parties discutent", avait indiqué à l'AFP lundi matin le porte-parole de la médiation, Nasser Ega-Musa.

Vendredi dernier, le parti de M. Odinga avait une nouvelle fois menacé d'organiser des manifestations en cas d'absence de progrès des pourparlers d'ici mercredi. Lors d'un bref voyage au Nigeria en fin de semaine, l'opposant a toutefois affirmé espérer que la crise ne donnera pas lieu à de nouveaux affrontements.

"J'espère que nous pourrons éviter de nouvelles violences", a-t-il déclaré vendredi soir à l'AFP.

Le Kenya, l'un des pays d'Afrique les plus stables jusqu'à la fin de l'année dernière, est plongé depuis le 27 décembre dans l'une de ses pires crises depuis son indépendance en 1963.

Outre les 1.500 morts, environ 300.000 personnes ont été déplacées dans des violences politico-ethniques. 22 février 2008

L'opposant Odinga quitte samedi le Nigeria Il espère "éviter des violences" LAGOS (AFP) — Le chef de l'opposition kényane Raila Odinga a annoncé vendredi soir à l'AFP qu'il rentrait samedi au Kenya après un court voyage au Nigeria "pour se relaxer", et qu'il "espère" pouvoir éviter de nouvelles violences.

"Je pars tôt demain matin (samedi). Je suis venu ici prendre quelques avis personnels et me relaxer. Je suis un peu fatigué", a déclaré M. Odinga, qui se trouvait à Ota, chez l'ex-président nigérian Olusegun Obasanjo, dans le sud-ouest du Nigeria.

Raila Odinga quitte le Kenya pour aller au Nigeria !

M. Odinga, qui accuse toujours le président Mwai Kibaki d'avoir été réélu frauduleusement en décembre, estime que "la balle est dans le camp", de ce dernier. "Je suis celui qui a gagné les élections. Maintenant tout dépend de jusqu'où il est prêt à aller", a-t-il commenté à l'AFP, tout en se déclarant "prêt à coopérer".

Raila Odinga a précisé qu'aucune rencontre n'était prévue avec le président nigérian Umaru Yar'adua.

Alors que des négociations continuent pour un partage du pouvoir, notamment les attributions du futur poste de Premier ministre, le parti de Raila Odinga a menacé mercredi de reprendre les manifestations si le Parlement n'était pas convoqué "d'ici une semaine" pour voter des réformes constitutionnelles visant à sortir le Kenya de la crise post-électorale majeure et meurtrière.Cet appel à manifester est "toujours valide", a poursuivi M. Odinga, joint par téléphone, avant de réaffirmer "la nécessité de réformes fondamentales, notamment sur la constitution".

Selon des sources concordantes, les camps du président réélu Mwai Kibaki et de Raila Odinga étaient proches jeudi d'un accord sur la création d'un poste de Premier ministre destiné à M. Odinga et dont les prérogatives doivent à présent être avalisées par leurs états-majors.

"J'espère que nous pourrons éviter de nouvelles violences", a conclu M.Odinga. 22 février 2008

Pourparlers de paix au KenyaLe chef de l'opposition fait ses valises NAIROBI - L'accord qui était à portée de main pour mettre un terme à la violente crise politique qui secoue le Kenya depuis l'élection présidentielle de décembre semble compromis, à très court terme.Le leader de l'opposition, Raila Odinga, a quitté inopinément le pays et son parti reproche aux négociateurs du gouvernement de n'être pas arrivés en temps et en heure aux dernières négociations.

Le leader de l'opposition désire relancer les manifestations la semaine prochaine en prenant le risque des débordements. Les politiques jouent avec le feu et pendant ce temps, les plus pauvres dans les zones déshéritées subissent la loi du plus fort

Au Mouvement démocratique Orange, le parti de M.Odinga, l'un des responsables, Musalia Mudavadi, a déclaré que M.Odinga devrait rentrer demain et qu'il était toujours disponible pour les négociations, bien qu'étant à l'étranger. Pour sa part, George Nyamweya, un porte-parole du parti présidentiel, a estimé que le départ de M.Odinga était inattendu mais qu'il ne constituait pas nécessairement le signe que les négociations tournaient à l'aigre.

LE LEADER DE L'OPPOSITION JOUE AVEC LE FEU

Le départ de Raila Odinga l'empêche d'assister à une rencontre prévue aujourd'hui avec Jean Ping, le président de la Commission de l'Union africaine. Il devrait y être représenté par des négociateurs de son parti. Les résultats de l'élection présidentielle du 27 décembre sont contestés par l'opposition. Les semaines de violences qui ont suivi se sont soldées par plus d'un millier de morts.

Si les deux camps se sont mis d'accord sur la rédaction d'une nouvelle Constitution, ils ne se sont toutefois pas parvenues à s'entendre sur la délicate question du partage du pouvoir. 21 février 2008

La prix Nobel Wangari Maathai a reçu des menaces de mort La militante écologiste kényane Wangari Maathai, prix Nobel de la paix 2004, a déclaré mercredi avoir reçu des menaces de mort émanant selon elle d'un gang criminel lié au milieu politique kényan, pour ses prises de position dans la crise kényane.

Mme Maathai a indiqué qu'elle et son assistante avaient reçu le même SMS, la prévenant qu'elle pourrait être tuée pour son opposition supposée au président kényan Mwai Kibaki, réélu lors d'une élection contestée le 27 décembre 2007.

La prix nobel de la paix 2004 a reçu des menaces de mort

J'ai trouvé ce SMS qui disait "étant donné que vous vous opposez au gouvernement à tout propos, professeur Wangari Maathai, nous avons décidé de nous occuper de votre tête très bientôt."

Chunga maisha yako" (Faites attention à vous, en kiswahili, langue nationale), a rapporté à la presse Mme Maathai."Les auteurs du message se sont identifiés comme (le gang) des Mungiki", a-t-elle dit.

Elle a précisé qu'elle avait fait une déposition auprès de la police.

Le Kenya est secoué depuis fin décembre par une des pires crises depuis son indépendance en 1963, née de la contestation par l'opposition de la réélection de M. Kibaki et qui a notamment fait plus de 1.000 morts. Le 22 janvier, Mme Maathai avait accusé le gouvernement Kibaki d'avoir "échoué à protéger ses citoyens et leurs biens" et ainsi d'avoir "contribué aux affrontements tribaux".Mungiki ("multitude" en kikuyu), secte interdite en 2002 et qui dit descendre des guerriers Mau Mau s'étant illustrés pendant la guerre d'indépendance, s'est muée ces dernières années en un gang mafieux pratiquant l'extorsion de fonds et des meurtres par décapitation. Elle avait été visée début 2007 par une répression musclée du gouvernement.

Selon des informations recueillies par l'AFP et auprès d'analystes, Mungiki a été réactivé récemment par de hauts responsables politiques kényans afin de "protéger" la communauté kikuyu du président Kibaki et punir des personnes accusées d'avoir "trahi" cette ethnie. Le 30 janvier, Reporters sans frontières (RSF) et Amnesty International avaient dénoncé des menaces de mort à l'encontre de journalistes et militants de défense des droits de l'Homme kényans, exigeant du gouvernement qu'il en punisse les auteurs. 21 février 2008

Les violences continuent au Kenya: 1 mort à Nairobi Un homme a été tué à la machette cette nuit dans un bidonville de Nairobi où des heurts ont opposé les forces de l'ordre à des habitants qui tentaient de résister à une opération d'expulsion pour des loyers impayés, a-t-on appris de source policière.La police, qui procédait à l'éviction de locataires refusant de payer leurs loyers, a tiré en l'air à balles réelles pour disperser les habitants du bidonville de Ngomongo, qui ont riposté en lançant des pierres et érigeant des barricades à 03H00 (00H00 GMT)."Nous tentons de calmer la population. Ils sont opposés à l'opération d'expulsion mais nous continuerons, car ils refusent de s'acquitter de leurs loyers", a déclaré à la presse le commandant de police Tom Mboya. Les Luos brûlent un bus pour montrer le mécontentement aux arrestations de la police Dans le même bidonville, un homme a été tué à la machette "ce matin", selon M. Mboya, mais les circonstances de son décès n'étaient pas précisées. Trois autres personnes ont été blessées par balle et une quatrième à la machette, a ajouté M. Mboya.
21 février 2008

Accord de principe pour un poste de Premier ministre au Kenya Le gouvernement kényan a accepté en principe la création d'un poste de Premier ministre réclamée par l'opposition, mais les modalités sont toujours en discussion, déclare un négociateur gouvernemental. "C'est plus ou moins accepté. Ce dont nous discutions maintenant ce sont les

fonctions du poste, ses responsabilités, la nature de la nomination etc.", a déclaré Mutula Kilonzo, négociateur aux discussions présidées par l'ancien secrétaire général des Nations unies Kofi Annan. "Ce sera une mesure intérimaire", a-t-il ajouté. Un nouvel accord de principe pour le poste de premier ministre L'opposition a demandé la moitié des postes ministériels ainsi que celui de Premier ministre et elle a menacé d'organiser de nouvelles manifestations si une solution politique ne se dégage pas dans un délai d'une semaine, ce qui fait redouter de nouvelles violences post-électorales.Les violences qui ont suivi la réélection contestée du président Mwai Kibaki, le 27 décembre, ont fait un millier de morts et 300.000 personnes déplacées. Prié de dire si le Premier ministre disposerait de pouvoirs réels, Kilonzo a répondu: "nous ne donnerons à personne une coquille vide".Il a ajouté que le poste provisoire serait assorti d'une clause mettant fin à cette fonction soit lors de la dissolution du Parlement, soit lors de l'entrée en vigueur d'une nouvelle Constitution. 20 février 2008

Les extrémistes des deux camps préparent de nouvelles violences, selon un rapport NAIROBI (AFP) - Les extrémistes du camp présidentiel kényan et de l'opposition se préparent à de nouvelles violences, a averti jeudi International Crisis Group (ICG), appelant la communauté internationale à renforcer les sanctions contre les tenants de la ligne dure de chaque parti."Les groupes armés sont toujours en train de recruter dans les deux camps", affirme le groupe de réflexion pour la prévention des conflits, dans le premier rapport de son histoire sur le Kenya.

"Les extrémistes et les milices dans chaque camp se préparent pour une nouvelle confrontation et l'ODM (Mouvement démocratique orange, parti de l'opposant Raila Odinga) juge qu'en cas d'échec des pourparlers, son seul bouclier contre la répression et son seul espoir pour un réglement résideront dans sa capacité à faire monter les enchères à travers la violence", prévient ICG. Les extrémistes et les milices dans chaque camp se préparent pour une nouvelle confrontation Le Kenya est plongé depuis fin décembre dans une crise majeure née de la contestation par M. Odinga de la réélection du président Mwai Kibaki le 27 décembre. Des pourparlers gouvernement-opposition entamés le 29 janvier sous la médiation de Kofi Annan n'ont toujours pas trouvé de solution politique à cette crise ayant fait plus de 1.000 morts et environ 300.000 déplacés.

ICG s'inquiète notamment de la réactivation, dès l'annonce de la réélection de M. Kibaki le 30 décembre, des "Mungiki" ("multitude" en kikuyu), une secte interdite en 2002 qui s'est muée ces dernières années en un gang mafieux pratiquant l'extorsion de fonds et des meurtres par décapitation.

"Ses commanditaires et partisans, dont certains feraient partie de l'élite kikuyu (l'ethnie de M. Kibaki), veulent en faire un contre-poids efficace contre les guerriers (de l'ethnie) Kalenjin et il existe des informations selon lesquelles (Mungiki) est en train d'amasser des armes, y compris des armes à feu", explique ICG.

Des affrontements ont opposé en janvier des groupes armés kalenjin et kikuyu, entre autres, dans la province de la Vallée du Rift (ouest): ces violences, attisées par le contexte électoral (les Kalenjin ayant majoritairement soutenu M. Odinga), plongent leurs racines dans des conflits fonciers anciens et récurrents. Les groupes armés sont toujours en train de recruter dans les deux camps ICG appelle également la communauté internationale à prendre des sanctions contre les "durs" de chaque camp qui sapent les efforts de médiation de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan.

"Jusqu'à présent, ni les pertes en vies humaines, ni les dégâts économiques, pas plus que la pression internationale n'ont eu de prise significative sur les 'faucons' entourant le président (Kibaki)", estime ICG.

"Il est essentiel que la médiation et la communauté internationale mettent sur pied à la fois des mesures incitatives et de rétorsion (...) A moins que la communauté internationale ne fasse rapidement payer les frais (de leurs actions) aux jusqu'au-boutistes connus et à ceux qui sapent les négociations, la chance de déboucher sur une solution demeurera faible", avertit ICG.

"Le calme relatif actuel au Kenya ne devrait pas être interprété comme un retour à la normale. La crise politique qui perdure a des racines profondes et pourrait de nouveau et facilement conduire à des violences extrêmes", selon ICG. 20 février 2008

5 morts dans des affrontements interethniques dans l'ouest NAIROBI (AFP) — Au moins cinq personnes ont été tuées dans l'ouest du Kenya lors d'affrontements interethniques et des raids de vols de bétail liés aux tensions provoquées par la crise post-électorale majeure et très meurtrière, a-t-on appris mercredi de source policière.

"Ces quatre derniers jours, trois personnes ont été tuées à Molo et deux dans la zone de Cherangani", deux localités particulièrement affectées par les violences post-électorales, a indiqué à l'AFP sous couvert d'anonymat un officier de la police kényane.

Le calme précaire de ces derniers jours ne veut pas dire que les machettes sont définitivement rangées

Selon cet officier, les affrontements ont à voir avec des affaires de vols de bétail et plusieurs milliers de têtes de bétail ont également été dérobées."Les voleurs de bétail profitent du chaos post-électoral", a-t-il déclaré à l'AFP.

Depuis fin décembre, le Kenya est plongé dans une crise qui a fait plus de 1.000 morts et environ 300.000 déplacés, née de la contestation par le chef de l'opposition Raila Odinga de la réélection du président Mwai Kibaki lors de la présidentielle du 27 décembre.

Mercredi, la situation était tendue dans le bidonville de Mathare à Nairobi entre la police et des habitants mécontents d'une opération policière menée dans la nuit de mardi et mercredi dans ce quartier déshérité.La police a délogé dans la nuit environ 80 familles de l'ethnie luo (celle de M. Odinga) qui avaient refusé de payer leurs loyers à leurs propriétaires kikuyu (ethnie de M. Kibaki) depuis plusieurs mois, a déclaré à la presse mercredi un commandant de la police locale, Jasper Ombati.

"Nous avons reçu des plaintes comme quoi ces gens occupent illégalement des maisons, profitant de la situation des violences post-électorales. Nous avons arrêté 80 familles qui avaient refusé de payer leurs loyers", a déclaré M. Ombati.

En réaction, des habitants du bidonville ont brûlé un minibus et installé des barrages.

Parallèlement, les pourparlers entre gouvernement et opposition, en cours depuis depuis fin janvier sous la médiation de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan pour parvenir à une solution politique, ont repris mercredi à Nairobi.

Le sentiment de haine est installé entre certaines tributs, il sera difficile d'oublier les heurts

Lors d'une rencontre mardi avec M. Annan, M. Kibaki a indiqué qu'il "était prêt à travailler ensemble et à partager des responsabilités au gouvernement avec des membres de l'ODM" (Mouvement démocratique orange, parti de M. Odinga), selon un communiqué des services de la présidence publié mardi soir.

"Cependant, le président, prévient que toute solution politique qui sera proposée doit l'être en tandem avec la Constitution actuelle" - qui ne prévoit pas un poste de Premier ministre fort -, ajoute le communiqué.

"Le président Kibaki estime que la Constitution doit servir de guide pendant que l'équipe de médiation discute des réformes judiciaires et institutionnelles qui sont nécessaires pour que le pays avance", selon le communiqué.

Lundi, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, en visite d'une journée au Kenya, a tenté de convaincre les rivaux kényans de la nécessité d'un "véritable partage du pouvoir" et d'une "grande coalition" de gouvernement pour sortir le Kenya de la crise post-électorale. 20 février 2008

Kenya Airways suspend ses vols pour Paris NAIROBI, 19 février (Xinhua) -- Le transporteur aérien national Kenya Airways a annoncé mardi l'interruption temporaire de ses vols pour Paris à compter de mardi prochain.Le PDG de la compagnie Titus Naikuni a précisé qu'en raison des conseils du gouvernement français de ne pas se rendre au Kenya suite aux violences post-électorales, conseil suivi par les Français, les réservations étaient en chute libre. L'arrêt de la liaison Paris Nairobi est-elle une conséquence de la crise au Kenya ou d'une décision interne au groupe Airfrance - KLM qui lui aussi assure la liaison de la Hollande ?

Mais M. Naikuni reste optimiste sur un retour à la normale des liaisons d'ici à la haute saison estivale quand le gouvernement aura cessé de déconseiller les voyages au Kenya.

Les trois vols hebdomadaires vers l'aéroport Charles de Gaulle assurés depuis octobre 2006 par Kenya Airways, l'une des meilleures compagnies aériennes d'Afrique, transportent essentiellement des touristes même si les diplomates et hommes d'affaires français bénéficient largement de cette liaison directe.

Selon des experts en aviation, cette interruption des vols aura un impact négatif sur les voyageurs en provenance du Rwanda, du Burundi, de République démocratique du Congo (RDC), des Seychelles et des Comores dans l'océan Indien. M. Naikuni a souligné que les passagers qui souhaitent passer par l'Europe peuvent toujours transiter par les aéroports d'Heathrow à Londres et de Schipol à Amsterdam. Air France détient une partie du capital de Kenay Aiways via sa filiale KLM et a noué des partenariats stratégiques avec la compagnie africaine. 19 février 2008

Kenya : Des SMS comme arme de guerre Les messages sur téléphone portable sont utilisés pour alimenter la haine. Certains Kenyans utilisent les SMS pour raviver les tensions entre les différentes ethnies de leur pays, en proie à une grave crise politico-ethnique depuis les élections générales contestées du 27 décembre. Le gouvernement avait

promis des poursuites aux auteurs de messages haineux, mais il aurait reculé devant les difficultés techniques. Les téléphones portables font partie de l’arsenal de guerre dans la crise politico-ethnique du Kenya. Bien avant les élections générales contestées du 27 décembre, la Commission nationale des droits humains du Kenya (KNCHR) avait dénoncé dans un rapport l’usage des SMS de la haine. Des SMS dont le but est de monter une ethnie contre une autre, comme certaines chansons et e-mails récemment diffusés dans le pays. « Depuis les élections, personne n’est venu nous signaler qu’il a reçu des SMS haineux. Nous n’avons pas de plainte officielle », assure Victor Bwire, chargé de communication de la KNCHR, qui souligne qu’un autre rapport sur les violences sera bientôt publié. TROIS SORTES DE SMS DE LA HAINEEt pourtant… Les SMS circulent toujours. L’AFP a recueilli plusieurs d’entre eux auprès d’utilisateurs de téléphones mobiles, dont celui-ci : « Si ton voisin est kykuyu, jette-le hors de sa maison. Personne ne t’en tiendra rigueur ». L’agence d’information humanitaire des Nations Unies, Irin, rapporte un autre message : « Le sang des Kikuyus innocents ne coulera plus ! Nous les massacrerons ici même, dans la capitale. Au nom de la justice, faites la liste de tous les Luos et (...) Kaleos [expression argotique désignant l’ethnie des Kalenjins] que vous connaissez sur votre lieu de travail, sur votre propriété, n’importe où à Nairobi, en indiquant également où et comment leurs enfants vont à l’école. Nous vous donnerons un numéro pour envoyer ces informations par SMS ».Il existe trois sortes de SMS de la haine, d’après Ben Rawlence, chercheur à Nairobi pour l’organisation américaine des droits de l’Homme Human Rights Watch : « Il y a des SMS incitant à la haine et d’autres qui envoient des listes de personnes impliquées dans les violences, en termes de financement ou d’organisation. La dernière catégorie mélange les deux précédentes catégories et se caractérise par des informations vraies et fausses : il y a beaucoup de rumeurs, notamment concernant les lieux de rendez-vous des meetings ». Le spécialiste précise que ces SMS se transfèrent très facilement, mais que « cela ne signifie pas que ceux qui les envoient croient en ce qu’ils disent ». LES SMS BOOSTER DE VIOLENCEBen Rawlence estime que les transferts de tels SMS participe au climat « de haine et de méfiance ». Il doute cependant qu’ils puissent pousser les Kenyans à commettre, à l’échelle individuelle, des massacres, des mutilations ou des incendies ciblant l’ethnie « ennemie ». « Il est difficile de dire si les SMS ont une influence sur le comportement des gens mais, la plupart du temps, la décision de mener une attaque se prend collectivement, au niveau d’un village par exemple », commente le chercheur.Un village manipulé par les politiciens ? Pas impossible, selon certains Kenyans qui ont reçu avant les élections des messages les enjoignant à voter pour tel ou tel candidat. Il semble d’ailleurs que le camp de Raila Odinga, candidat malheureux à la présidentielle, use particulièrement des textos ethniquement ciblés. Une rumeur que Ben Rawlence déclare ne pouvoir infirmer ou confirmer, soulignant plus généralement que les violences politiques qui secouent le pays sont le fait des partisans de Raila Odinga et de Mwai Kibaki. INSAISISSABLE COUPABLE Nairobi avait déclaré la guerre aux citoyens qui envoient des SMS haineux. Et pour faire passer le message, il est passé par le même créneau que ceux qu’il voulait combattre. « Le gouvernement du Kenya prévient qu’envoyer des messages de haine incitant à la violence est une infraction qui pourrait entraîner des poursuites », explique un texto transféré à tous les Kenyans après les élections contestées de décembre. Un vœu pieu qui s’est heurté à la dure réalité du terrain. Photo du message du gouvernement sur un portable « Il est très facile pour les auteurs des textos de rester anonymes car les Kenyans changent souvent de numéro », explique Ben Rawlence. « Les gens achètent des cartes prépayées, renchérit Bernard Rubia, chef du département de communication chez Telkom Kenya, qui s’est lancé sur le réseau mobile en septembre dernier. S’ils se servaient de cartes postpayées, nous aurions leur numéro et leur adresse, mais 80% des Kenyans utilisent des cartes prépayées. Il est donc difficile pour la police de mettre la main sur ceux qui envoient des SMS haineux. » D’autant que « la police ici est très faible : elle n’a pas fait grand-chose pour mener des enquêtes sur les violences. Il y a eu très peu d’arrestations et de poursuites », ajoute Ben Rawlence.Il existe un autre problème majeur qui empêche de confondre les auteurs incitant aux violences ethniques. « A l’heure actuelle, aucun opérateur au Kenya n’a les moyens de faire le tri entre les bons et les mauvais SMS. Alors dire que l’on veut arrêter les SMS haineux est impossible à moins d’arrêter de fournir le service de SMS », indique Bernard Rubia. Une option qui aurait privé les opérateurs de téléphonie mobile d’une précieuse source de revenus. Résultat, le gouvernement aurait jeté aux oubliettes l’idée d’une sanction. Les SMS haineux risquent donc d’avoir de beaux jours devant eux. 18 février 2008

Condoleezza Rice estime qu'il y a urgence à partager le pouvoir au Kenya NAIROBI (Reuters) - Condoleezza Rice s'est efforcée lundi à Nairobi de donner un coup de pouce aux efforts de Kofi Annan pour amener le chef de l'Etat kényan Mwai Kibaki, réélu dans des conditions contestées, à partager le pouvoir avec son rival malheureux à la présidence Raila Odinga."Il faut un accord de gouvernance qui permette un vrai partage du pouvoir", a affirmé la secrétaire d'Etat américaine, qui a rencontré séparément l'ex-secrétaire général de l'Onu, engagé dans une médiation, et les deux protagonistes. Avant l'arrivée de Rice à Nairobi, le président George Bush avait lui aussi prôné un partage du pouvoir entre les deux camps, dont les affrontements ont fait un millier de morts depuis la proclamation des résultats de la présidentielle, le 27 décembre.

Malgré les efforts de Kofi Annan il n'y a toujours pas d'accord politique signé !

Le pouvoir kényan avait rejeté par avance toute pression extérieure, jugeant que "la réponse au problème du Kenya viendrait des Kényans eux-mêmes". Aussi Rice s'est-elle voulue l'interprète de ces derniers: "Il leur faut un arrangement sur un partage du pouvoir."

"Le Kenya est un ami. Le Kenya est également un pays indépendant et fier. Donc il n'est pas question de dicter une solution aux Kényans. Mais ce que j'entends ici, c'est l'impatience et l'insistance des Kényans pour qu'on arrive à une solution", a-t-elle ajouté.

"L'impasse actuelles et les circonstances qui prévalent ne permettront pas de faire comme si de rien n'était avec les Etats-Unis ou tout autre partie de la communauté internationale", a-t-elle averti.

DERNIER PAS DIFFICILE

Les deux camps politiques kényans se sont rapprochés lors des pourparlers de la semaine dernière sous l'égide d'Annan, mais celui-ci n'a pas réussi à leur arracher un accord sur un partage du pouvoir. Les négociations reprennent mardi et Annan espère obtenir dans les jours qui viennent ce "dernier pas difficile et redoutable".

Nombreux sont les réfugiés qui refusent de quitter les camps par crainte d'autres émeutes

Après avoir reçu Rice, Kibaki a réaffirmé son "attachement au dialogue national" mené sous les auspices de l'ancien secrétaire général de l'Onu et s'est dit résolu "à continuer de chercher une solution à l'amiable aux défis politiques actuels". De son côté, Odinga a proposé de créer un poste de Premier ministre de façon à partager le pouvoir exécutif, "comme le monde entier le demande", et a réclamé une nouvelle élection présidentielle dans les deux ans. Le camp d'Odinga estime s'être fait voler sa victoire à la présidentielle. Le camp Kibaki récuse toute fraude électorale.

Durant la semaine écoulée, Kibaki et Odinga ont accepté la mise en place d'une instance indépendante qui réexaminera "tous les aspects" du scrutin contesté et remettra ses conclusions dans un délai de trois à six mois.

18 février 2008

Condoleezza Rice insiste sur l'urgence d'un accord de "partage du pouvoir" NAIROBI (AFP) — La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a martelé lundi à Nairobi qu'un "véritable" accord de partage du pouvoir devait être conclu "urgemment" entre le gouvernement et l'opposition pour sortir le Kenya de sept semaines d'une grave crise post-électorale.

Dépêchée dans la capitale kényane pour une visite d'une journée par le président George W. Bush, actuellement en tournée en Afrique, la secrétaire d'Etat a souligné que le Kenya avait "besoin d'un accord de gouvernance qui permette un véritable partage du pouvoir et une grande coalition" gouvernementale.

Condoleezza Rice confirme la position des USA pour un partage du pouvoir

"Il est vraiment important que cela (un accord politique) soit fait urgemment", a-t-elle déclaré à la presse après avoir rencontré le président kényan Mwai Kibaki, le chef de l'opposition Raila Odinga et le médiateur de l'Union africaine (UA), Kofi Annan. "Les dirigeants doivent parvenir à un accord, ils doivent avoir un accord de partage de pouvoir", a-t-elle martelé à l'issue de sa visite.

"A mon sens, un véritable accord de partage du pouvoir veut dire que les parties qui parviennent à une coalition doivent avoir des responsabilités et des mandats qui comptent; cela ne peut pas être une illusion de partage du pouvoir", a-t-elle expliqué.Depuis fin décembre, le Kenya est plongé dans l'une de ses pires crises depuis l'indépendance, née de la contestation par M. Odinga de la réélection de M. Kibaki lors de la présidentielle du 27 décembre.

Des violences politico-ethniques ont fait plus de 1.000 morts et environ 300.000 déplacés dans le pays, où un calme relatif est revenu depuis une dizaine de jours. S'exprimant après une rencontre avec M. Annan, qui défend lui aussi l'idée d'une "grande coalition", Mme Rice avait indiqué qu'elle entendait faire savoir à MM. Kibaki et Odinga "combien il est important qu'ils atteignent désormais la dernière étape", c'est à dire une solution politique.

"Je veux être très claire: l'impasse actuelle et ses circonstances ne permettront pas que les choses continuent comme si de rien n'était avec les Etats-Unis, ni je pense, avec le reste de la communauté internationale", a souligné Mme Rice.

Si le Kenya accepte les initiatives interntionales, il refuse toute ingérence extérieure

"Les Etats-Unis continueront d'être un bon ami du Kenya (...) mais il faut que nous soyons des bons amis d'un Kenya stable, qui a un gouvernement légitime qui est vraiment capable de gouverner son peuple", a noté la secrétaire d'Etat. Le Kenya, considéré jusqu'à décembre 2007 comme un modèle de stabilité dans une région particulièrement troublée, est un allié des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme. Dimanche, le gouvernement kényan avait réitéré son refus de toute ingérence extérieure dans le règlement de la crise, dans une allusion voilée à la visite de Mme Rice.

Depuis Dar es-Salaam (Tanzanie), M. Bush avait alors assuré qu'il ne voulait pas "imposer" une solution au Kenya. "Ce sont les Kényans qui insistent pour que leurs dirigeants politiques trouvent une solution à cette crise", a estimé lundi Mme Rice. Les pourparlers entre camp présidentiel et opposition pour une issue négociée à la crise doivent reprendre mardi à Nairobi, sous la conduite de M. Annan. Vendredi, à la suspension des discussions pour le week-end, le médiateur avait jugé qu'un accord global était "très proche", mais nécessitait encore un compromis sur la composition "d'un nouveau gouvernement". Un accord de gouvernement et un partage du pouvoir sont impératifs pour la mise en oeuvre de réformes essentielles pour une stabilisation durable du Kenya et dont le principe a reçu l'aval des deux camps, selon le médiateur. 17 février 2008

Le pouvoir rejette toute ingérence avant la visite de Mme Rice NAIROBI (AFP) — Le gouvernement kényan a réitéré dimanche son refus de toute ingérence extérieure dans le règlement de la crise post-électorale, dans une allusion voilée à la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice qui vient lundi à Nairobi prôner un partage du pouvoir."Nous encourageons nos amis à nous soutenir, à nous encourager, mais pas à faire l'erreur de pointer un pistolet sur la tempe de quelqu'un et de dire (c'est ça ou rien), parce que ça ne peut pas marcher", a déclaré le ministre kényan des Affaires étrangères, Moses Wetangula.

Le ministre est membre de la délégation du camp présidentiel aux pourparlers gouvernement-opposition organisés sous la médiation l'ancien secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan.

Mise au point et message ferme à l'encontre des USA de la part du ministre des affaires étrangères

Mme Rice est attendue lundi dans la capitale kényane où elle doit notamment s'entretenir avec le président réélu Mwai Kibaki et l'opposant Raila Odinga. M. Odinga accuse le chef de l'Etat d'avoir fraudé pour lui voler la victoire à la présidentielle du 27 décembre. Les violences qui ont suivi le scrutin ont fait un millier de morts.

Mme Rice, dêpéchée à Nairobi par le président George W. Bush, entend faire pression sur les rivaux kényans pour qu'ils acceptent un accord de partage du pouvoir, également recommandé par le médiateur de l'UA, M. Annan. Dimanche, M. Bush a toutefois assuré qu'il voulait pas "imposer" une solution au Kenya, après s'être entendu à Dar es Salaam avec son homologue tanzanien Jakaya Kikwete, qui assure la présidence tournante de l'Union africaine (UA).

"Elle (Mme Rice) et moi avons passé du temps à discuter d'une stratégie commune avec le président (Kikwete) (...) pas sur ce que nous devrions faire pour imposer" une solution "mais sur ce que l'Amérique peut faire pour aider le processus à aller de l'avant" au Kenya, a-t-il ajouté. Sans mentionner les Etats-Unis, le chef de la diplomatie kényane a relevé: "ceux qui nous soutiennent devraient s'abstenir de tout langage catégorique, qui tendrait à faire croire qu'on nous dit: "vous devez faire ceci ou vous devez faire cela".

"Si nous accueillons favorablement les propositions, les opinions, les suggestions (...) à la fin, ce problème sera réglé par les Kenyans", a insisté M. Wetangula, ajoutant: "ce doit être une solution kényane".

Vendredi, M. Annan a affirmé que les négociateurs aux pourparlers avaient "défini un programme de réformes pour un nouveau gouvernement", mais qui nécessitait toujours un compromis entre les deux camps sur les modalités de mise en place. Depuis le début de la médiation le 29 janvier, aucune avancée concrète n'a cependant été obtenue sur la question fondamentale du partage du pouvoir. Les deux parties ont réussi toutefois à se mettre d'accord sur une commission chargée d'enquêter sur "tous les aspects" de la présidentielle contestée et de rendre son rapport d'ici trois à six mois.

Un accord de partage de pouvoir entre les deux parties est impératif pour sortir véritablement de l'impasse politique et lancer le processus de réformes essentielles pour une stabilisation durable du pays: révision constitutionnelle, refonte de la commission électorale, commission "vérité et réconciliation", meilleure répartition des richesses... Les violences politico-ethniques qui ont suivi le scrutin ont été le révélateur de conflits fonciers et ethniques profonds, jamais réglés depuis l'indépendance en 1963. Il s'agit de l'une des pires crises auquel le Kenya, jusqu'à présent allié de Washington et considéré comme l'un des pays d'Afrique les plus stables jusqu'à la fin de l'année dernière, ait eu à faire face depuis son indépendance. 16 février 2008

Peace for Kenya : soldats de paix La participation de trois artistes locaux, Eric Triton, Menwar et Zanzak, dans l’appel de paix au Kenya avec la chanson Peace for Kenya (Amani Ya Kenya) est venue affirmer ce devoir «d’engagement de gens influents pour sensibiliser sur des maux mondiaux.»Eric Triton et Menwar s’expliquent. La conception d’une chanson pour la paix au Kenya, par l’entremise des voix d’ici, est venue de Stéphan Gua. Peace for Kenya (Amani Ya Kenya) fait un appel au calme dans ce pays où la violence engendrée par la politique fait rage depuis quelque temps. «L’histoire prouve que l’artiste a toujours fait acte de présence pour des causes justes. Dire non à la guerre en est une,» souligne Eric Triton. Et Menwar de renchérir : «La participation de l’artiste est importante pour toute cause sociale.» L’art est la seule arme pour vaincre le mal. C’est un langage universel, un instrument de paix et d’unicité. «Si on se sent humain, on se sent interpeller par ces choses», dit Menwar. Malgré tout on continue le combat pour la paix à travers l’art, souligne Triton Est-ce de l’engagement ? Oui. Mais les deux intervenants trouvent que le sens de ce mot tend à changer de nos jours. «Si c’est de l’engagement, c’est un engagement envers soi-même. Le don que j’ai de faire de la musique, ce n’est pas pour faire la fête, mais pour conscientiser autour de moi. Je donne ce que j’ai. L’engagement est une logique artistique», explique Eric Triton. «On dépasse le cap de l’engagement. C’est plus par conscience humaine qu’on le fait. On croit dans ce qu’on fait,» poursuit Menwar. Participer à ce projet est pour eux un moyen de sensibiliser les gens sur cette cause. Le souhait est que l’initiative ait un impact et que le message passe comme il le faut. «Mais il y a souvent un manque de soutien… malgré tout on continue le combat pour la paix à travers l’art,» souligne Triton. Ils restent toujours disponibles pour toute cause juste et louable. Il faut, pour amener un élan de solidarité autour des actions du genre, «un débat et un dialogue constructif.» Il faut promouvoir «la culture de solidarité chez les gens à travers l’art… Ce serait plus clair dans la tête des gens,» ajoute Triton.

De nos jours, observent les deux chanteurs, «on banalise trop les actions de solidarité.» Il y a une éducation à faire autour de la solidarité, expliquent-ils. Dans ce sens, les médias, notamment «la radio a un rôle important à jouer.» Il faut aller «au profond des sujets, du travail artistique qui militent pour une cause, et non débattre sur des futilités autour de la vie privée de l’artiste, etc. On passe souvent à côté de l’essentiel,» renchérit Triton. Pour eux, malgré et contre tous, ils «ne baissent pas le bras.» 15 février 2008

Accord pour une nouvelle Constitution au Kenya avant un an NAIROBI (Reuters) - Le camp présidentiel et l'opposition au Kenya ont accepté de rédiger d'ici un an une nouvelle Constitution, après l'ajournement à la semaine prochaine des pourparlers engagés cette semaine et la recrudescence des appels à préparer la réconciliation nationale.

"Les deux parties ont conclu un accord sur un large éventail de questions concernant le pays (...) parmi lesquelles la rédaction d'une nouvelle Constitution d'ici un an", a déclaré à Reuters un négociateur du gouvernement, Mutula Kilonzo. Une nouvelle constitution au secours du Kenya Il a néanmoins déclaré qu'aucun accord n'avait encore été conclu sur un des principaux points d'achoppement: la structure du gouvernement pendant cette période. Les représentants de l'opposition n'étaient pas disponibles dans l'immédiat pour confirmer cette annonce.

Selon Kilonzo, les négociations ont également débouché sur un accord vers de "sérieuses réformes constitutionnelles, juridiques et institutionnelles". Les pourparlers, qui se déroulent sous l'égide de Kofi Annan, ont été ajournés jeudi et doivent normalement reprendre lundi. Soucieux de venir en aide à l'action de l'ex-secrétaire général de l'Onu, le président américain George W. Bush, qui doit débuter vendredi une tournée en Afrique, a annoncé que la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice se rendrait au Kenya afin d'y plaider la fin des violences et le retour à la démocratie."La violence doit prendre fin immédiatement, les victimes doivent obtenir justice et la démocratie doit être entièrement rétablie", a affirmé Bush.

Au Kenya, les pourparlers avaient débuté mercredi dans un endroit isolé du sud-est du pays, au pied du Kilimandjaro. Annan avait dit chercher à obtenir un accord politique définitif d'ici la fin de la semaine entre les deux parties.

"PARODIE DE JUSTICE"

Les deux camps ont accepté le principe d'un partage du pouvoir et tentent à présent de se mettre d'accord sur les détails de la mise en place d'un gouvernement de "grande coalition".

Le gouvernement et l'opposition devraient également établir une commission pour la vérité, la justice et la réconciliation, inspirée du modèle sud-africain, afin de faire la lumière sur les massacres à connotation ethnique et les violences commises par la police. Jeudi, la Commission nationale du Kenya pour les droits de l'homme (KNCHR) a averti que les principaux responsables des émeutes ne devaient pas être absous.

Cette femme découvre les restes de son habitation complétement détruite

Cet appel est venu renforcer ceux de la communauté internationale, qui entend voir les responsables des violences rendre des comptes. "Les principaux auteurs des violences qui ont eu lieu ces dernières semaines ne doivent jamais être exonérés", a déclaré Hassan Omar Hassan, dirigeant de la KNCHR. "Il s'agirait d'une parodie de justice."

Le gouvernement kényan a indiqué jeudi avoir mis sur pied une administration chargée d'aider les personnes déplacées à regagner leurs foyers. La construction de 32 nouveaux commissariats de police dans les zones les plus touchées a également été annoncée. 14 février 2008

Au Kenya, l'incertitude demeure après l'annonce d'un accord entre camps rivaux Alors que le Kenya est plongé depuis plus d'un mois dans une violente crise politique et ethnique, le porte-parole du médiateur de l'Union africaine, Kofi Annan, a indiqué que les deux camps rivaux avaient signé un accord, jeudi 14 février. Cependant, les détails de cet accord ne seront pas dévoilés avant vendredi après-midi. Par ailleurs, les négociations reprendront lundi prochain, a précisé le porte-parole de M. Annan, laissant sous-entendre qu'il subsisterait quelques points de discorde.Selon Mutula Kilonzo, un négociateur du gouvernement interrogé par l'agence Reuters, l'accord porterait sur "la rédaction d'une nouvelle Constitution d'ici un an". Mais les deux camps n'auraient pas trouvé de consensus sur la structure du gouvernement pendant cette période, a-t-il précisé. En outre, la chef de la délégation présidentielle, Martha Karua, a bien souligné qu'aucun "accord définitif" n'avait été trouvé.

Les pourparlers entre les camps du président Mwai Kibaki et de son rival Raila Odinga ont débuté le 29 janvier, sous la médiation de l'ancien secrétaire général de l'ONU. Lundi 11 février, ce dernier s'était fixé pour objectif d'arracher un accord d'ici à la fin de la semaine. Depuis mercredi, les deux camps négocient à huis clos dans un endroit tenu secret du sud-est du pays, au pied du Kilimandjaro.

Si la vie de tous les jours semble reprendre ses droits, l'avenir reste incertain pour la population

POINTS D'ACHOPPEMENT
Le partage du pouvoir entre les rivaux – une idée déjà défendue en substance par le Royaume-Uni et les Etats-Unis – est la solution promue par M. Annan pour sortir de l'impasse politique. Mercredi, les discussions avaient achoppé sur l'idée d'une "grande coalition", avancée par M. Annan mais rejetée par le pouvoir.

Kofi Annan avait provoqué la colère de l'équipe de négociateurs du président Kibaki, mardi, lorsqu'il avait fait état devant le Parlement d'un accord entre les deux parties sur "un gouvernement de transition de deux ans", chargé notamment d'organiser une nouvelle élection présidentielle. Au nom de la délégation du président Kibaki, Martha Karua avait répliqué que cette "position n'avait pas été discutée, ni fait l'objet d'un accord".

La célébration de la St Valentin serait-il un signe d'apaisement dans ce pays ?

Le Kenya est secoué depuis le 27 décembre par une crise majeure née de la réélection du président Mwai Kibaki, le 27 décembre, qui est contestée par l'opposition. Les violences qui ont suivi l'annonce des résultats électoraux ont fait, selon la Croix-Rouge kényane, plus de 1 000 morts et environ 300 000 déplacés. 14 février 2008

Au Kenya, après l’exode, l’ébauche de retours Kisumu . Après s’être regroupées dans des camps de déplacés, les populations qui ont fui les violences post-électorales tentent de rentrer chez elles.

Canapé en velours rouille et meubles en bois sur le toit, vélos accrochés derrière, visages qui se dessinent à l’arrière dans la pénombre d’une cinquantaine de personnes entassées : le gros camion bâche arrêté près de Molo, au nord de Nakuru, ressemble à des dizaines d’autres véhicules qui se croisent dans les deux sens sur la route en terre rouge qui monte jusqu’à Eldoret.

Après un mois de violences qui, à la suite des résultats contestés de l’élection présidentielle de décembre, ont visé tour à tour toutes les communautés de l’ouest et du centre du Kenya, le grand exode avait commencé. Mais maintenant que les négociations politiques et la présence d’une armée, jamais officiellement déployée mais visible sur les axes principaux, ont fait disparaître les barrages de jeunes armés de machettes, chacun reprend la route vers une « terre ancestrale » en partie fantasmée.

Ceux qui ont pu préserver leurs meubles, trouvent généralement les maisons détruites

Dans un sens, les communautés louo, les Louya, ainsi que la majorité des minorités venues depuis des années dans

le centre du pays pour avoir accès à l’emploi, repartent à l’ouest. De l’autre les Kikuyu, accusés d’être complices de la victoire contestée d’un des leurs, le président Kibaki, et d’avoir usurpé terres et richesses, vont vers le centre.

Plus de 7 000 personnes, surtout louo, ont ainsi transité depuis le1er février par le chantier de la future cathédrale Saint-Stephen de Kisumu avant de rejoindre leurs familles, explique Joshua Osewe, secrétaire administratif du diocèse. Avec le financement de leur communauté, elles sont emmenées dans des bus depuis les sites où elles s’étaient dans un premier temps regroupées pour fuir les exactions, et dorment une nuit entre le préau en béton et les poteaux inachevés du futur édifice, avant d’être acheminées dans le village de leurs parents ou de leurs grands-parents.

Après cinq années passées comme professeur à Nairobi, Eunice s’interroge pour savoir comment elle va rejoindre sa famille, à 90 kilomètres de là. « Quand je pense à ce qui s’est passé, je ne veux pas retourner vivre avec eux. Ils coupaient les têtes, les parties. En m’enfuyant, j’ai vu vingt têtes posées sur le bord de la route », frémit encore Éric qui a fui Nairobi où il travaillait dans le bâtiment.

Si certains reviennent, nombreux sont ceux qui souhaitent fuir la région de leur passé Dans certains endroits, comme à Kisumu, les non-originaires ont été forcés de partir sous la menace. Dans la vallée du Rift, ce sont les Louo qui ont dû fuir des exactions souvent atroces. « La crise avait pour objectif de créer la terreur pour montrer jusqu’à quel point certaines communautés peuvent aller », analyse Jérôme Lafargue, politologue et spécialiste du Kenya. Dans un pays où les affrontements intercommunautaires ont souvent servi de méthodes pour déplacer les populations et sécuriser des fiefs politiques, il estime que « la violence n’est ni gratuite ni spontanée ». Dans cette ambiance faite d’attaques et de représailles, où se mélange griefs politiques, soif de terres et manipulations, le seul point commun entre les communautés est devenu la peur.

« Il va y avoir un problème là-bas parce qu’il y a trop de gens qui s’y rendent et pas assez de place », explique Peter qui a quitté Nakuru où il est né, pour rejoindre Siassi où réside sa mère. « Les gens qui rentrent sont bien accueillis par les leurs mais la plupart d’entre eux ont perdu leurs revenus, leurs biens et il leur sera difficile de redémarrer », souligne Joshua Osewe. Keneth a beau affirmé qu’il va « trouver un moyen de faire sa vie », on voit mal comment ce jeune homme né à Nairobi, aux allures de branché avec sa casquette de gavroche et son blouson en cuir, va s’en sortir sur la terre de sa famille.

Ces gens n’auront pas de travail et ils vont rester avec l’estomac vide

Josuat, qui observe d’un oeil le débarquement des déplacés et ne parvient plus en raison de la situation à exercer son métier de chauffeur, ne se fait pas d’illusion. « Ces gens n’auront pas de travail et ils vont rester avec l’estomac vide. » La situation va être d’autant plus compliquée que des milliers de Kényans ont déjà perdu leur emploi du fait de la crise.

Selon l’Alliance du secteur privé kényan, ce chiffre pourrait atteindre 400 000 dans six mois. « Les déplacements de populations vont finir par peser sur les communautés qui les reçoivent », ajoute Filipe Ribeiro, coordinateur des urgences à Médecins sans frontières. Faute de sécurité et de perspectives, les déplacés risquent à terme « de venir s’installer dans les bidonvilles, où il était déjà impossible de vivre dignement », s’inquiète Sophie Bruas, chef de mission d’Action contre la faim.Dans un pays où 70 % de la population a moins de trente-cinq ans, ce sont des centaines de milliers de jeunes désoeuvrés et en colère qui à terme pourraient venir grossir le rang de ceux qui n’ont rien à perdre et sont prêts à la violence, politique comme criminelle. 13 février 2008

La "grande coalition" d'Annan irrite le camp présidentiel NAIROBI (AFP) — Les pourparlers entre les rivaux kényans sur une sortie de la crise sanglante née de la contestation de la réélection du président Mwai Kibaki achoppaient mercredi sur l'idée d'une "grande coalition", avancée par le médiateur Kofi Annan mais rejetée par le pouvoir.

M. Annan a provoqué la colère de l'équipe de négociateurs du président Kibaki mardi lorsqu'il a fait état devant le Parlement d'un accord entre les deux parties sur "un gouvernement de transition de deux ans" chargé entre autres d'organiser une nouvelle élection présidentielle.

Le Kenya traverse une crise majeure née du rejet par l'opposition de la réélection du président Kibaki, que son adversaire Raila Odinga accuse de lui avoir volé la victoire le 27 décembre. Des violences politico-ethniques ont fait plus de 1.000 morts depuis et 300.000 déplacés selon la Croix-Rouge kényane."Mon équipe est alarmée par une déclaration inadéquate" de M. Annan, a déclaré mardi soir dans un communiqué la ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelle, Martha Karua, qui dirige la délégation du pouvoir aux pourparlers.

Cette "position n'a pas été discutée, ni fait l'objet d'un accord", selon Mme Karua.

Le retour au calme dépend de ces trois personnalités politiques

Mercredi, la médiation de l'Union africaine dirigée par M. Annan s'est employée à rapidement désarmorcer ce nouveau foyer de discorde, sur le point crucial des négociations, évoquant dans un communiqué un quiproquo.

"Malheureusement, il apparaît qu'une des parties a semble-t-il mal interprété des propos tenus lors de la séance de questions-réponses (au Parlement) en référence à une possible +grande coalition+ qui serait chargée de superviser des réformes pendant deux ans avant la tenue d'une élection présidentielle", indique le communiqué.

"Cette question a été discutée ce (mercredi) matin avec les parties et a été clarifiée. La déclaration du président (de la médiation M. Annan) sur +une grande coalition+ (...) représente son point de vue sur les discussions et ne sous-entend pas un accord sur ce point entre les parties", précise la médiation.

Depuis mardi, à la demande de Kofi Annan, les négociations se poursuivent dans un grand hôtel de province, tenu secret, avec l'interdiction formelle faite aux parties d'en divulguer la teneur à la presse.

Les équipes de négociateurs "continuent de travailler de façon constructive et enregistrent de réels progrès", selon le communiqué de la médiation.M. Annan s'est fixé lundi pour objectif d'arracher un accord d'ici la fin de cette semaine.

Le partage du pouvoir entre les camps rivaux - une idée déjà défendue en substance par le Royaume-Uni, l'ancienne puissance coloniale, et les Etats-Unis - est la solution promue par M. Annan pour sortir de l'impasse politique.

Pour l'analyste politique Onweri Angima, la vive réaction du camp présidentiel ne doit pas être surestimée et relève d'une "posture" avant d'entamer la dernière ligne droite.

"Je suis sûr qu'ils sont très, très réticents (à l'idée d'une grande coalition). Mais quelqu'un du calibre d'Annan n'aurait pas fait une telle déclaration sans avoir des indications qu'une telle solution est plausible", a estimé M. Angima.

Le chef de la police confirme une forte présence dans la vallée du Rift

En attendant l'issue de ces pourparlers, qui semblent tenir en haleine une bonne partie de la population, l'accalmie des violences constatée depuis plusieurs jours se confirmait mercredi, notamment dans l'ouest du pays, région la plus touchée par les affrontements entre communautés.

"La vie a repris son cours normal. Les commerces tournent à plein régime et les villageois sont de retour dans leurs champs. Mais nous avons toujours une forte présence dans la zone", a ainsi affirmé à l'AFP le chef de la police de la province de Nyanza (ouest) Anthony Kibuchi. 12 février 2008

Jusqu'à 600.000 déplacés au Kenya selon l'ONU Le sous-secrétaire général des Nations unies aux affaires humanitaires John Holmes a annoncé lundi que jusqu'à 600.000 personnes ont été déplacées par les violences postélectorales qui ont fait un millier de morts au Kenya."Il y a environ 300.000 personnes déplacées dans des camps (...) et en plus de ces 300.000, il y en a probablement tout autant qui ne sont pas dans des camps et qui sont retournés dans leur région d'origine (...) ou ont trouvé refuge chez des amis et des voisins ailleurs", a précisé M. Holmes à la presse à Helsinki, en Finlande.

John Holmes est rentré lundi du Kenya, où il a visité plusieurs camps dans l'ouest, théâtre des affrontements les plus violents depuis les élections du 27 décembre dernier.

Il a expliqué que les déplacés avaient trouvé refuge dans 300 camps. Ce chiffre est selon lui trop élevé pour permettre aux organisations humanitaires et au gouvernement d'apporter une aide suffisante aux personnes déplacées.

Plus de 300 camps comme celui-ci ont été créés pour faire face à la crise

"Il est clair que nous espérons tous que ces personnes pourront rentrer chez elles dès que possible, mais il ressort clairement de nos entretiens avec les gens que pour nombre d'entre eux, la majorité d'entre eux, ce n'est pas un élément que nous pouvons envisager dans un avenir proche", a poursuivi le responsable onusien.

Le président kényan Mwai Kibaki et le chef de l'opposition Raila Odinga, qui accuse le premier d'avoir truqué le scrutin, tentent de parvenir à une solution à la crise politique. Les pourparlers ont débuté le 29 janvier sous l'égide de l'ancien

secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan. 11 février 2008

Le monde des affaires du Kenya soutient la médiation de Annan accord Nairobi, Kenya (PANA) - Le monde des affaires du Kenya a réaffirmé sa détermination à accompagner le processus de redressement économique et de reconstruction du pays, après les destructions causées par les violences post-électorales. L'Association des manufactures kényanes (KAM) explique, dans son bulletin hebdomadaire publié lundi, que le groupe soutient le processus de médiation mené par l'ancien Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan et exhorte les partis politiques à s'abstenir de toute action susceptible de le compromettre."Les chefs d'entreprise ont fait valoir que les questions qui se posent méritent d'être résolues dans un nouveau cadre constitutionnel", a-t-il indiqué.

Le groupe a appelé à la "finalisation des réformes fondamentales à mettre en oeuvre pour régler les problèmes touchant à l'égalité, à la justice et à la restauration de la démocratie et des droits humains pour tous les Kenyans, tout en prévoyant la diversité ethnique dans la gestion des affaires publiques et la gestion des processus électoraux". Le monde des affaires soutient et vient en aide à Kofi Annan dans le processus de médiation "Il a fallu passer en revue les délicates questions foncières, notamment dans la Rift Valley et sur la Côte, qui ont été le théâtre de la majeure partie des violences post-électorales, tout en travaillant à une solution permettant d'éliminer tout risque de reprise de la violence. Les hommes d'affaires se sont engagés à promouvoir la diversité et la coexistence sur les lieux de travail et exhortent le gouvernement à criminaliser le tribalisme, tout en supportant le droit de tous les Kenyans à vivre et travailler et à posséder des biens partout dans le pays", affirme le bulletin.

Les chefs d'entreprise ont, par ailleurs, recommandé la mise en place d'un "gouvernement intégré et doté d'une large assise qui renforcera la diversité des populations kenyanes et favorisera la cicatrisation des plaies".
09 février 2008

Le Kenya dans l'attente d'un accord entre les rivaux Kibaki et Odinga NAIROBI (AFP) — Le Kenya retenait son souffle samedi après une semaine de négociations difficiles entre le gouvernement et l'opposition sur l'épineuse question du partage du pouvoir qui pourrait, selon le médiateur dans cette crise Kofi Annan, être réglée dès la semaine prochaine.

"La lumière au bout du tunnel", écrivait le quotidien Standard dans son édition de samedi, alors que le Nation titrait: "Un rayon d'espoir" d'en finir avec une crise qui a fait depuis la fin décembre plus de 1.000 morts et jusqu'à 300.000 déplacés, et mis l'économie kényane à genoux.

Cet éventuel accord n'est pas scellé et la population doit faire preuve de "patience" avant sa conclusion "la semaine prochaine", a tenu à déclarer samedi M. Annan dans un communiqué, où il s'est dit "préoccupé" par les "fuites" dans la presse sur les modalités de l'arrangement.

"Tout le monde doit comprendre que des fuites sélectives au milieu de négociations ne bénéficient à personne", a averti le médiateur.

La veille, M. Annan avait déclaré que les deux parties étaient tombées d'accord sur la "nécessité" d'une solution politique, et dit "espérer" une issue à la crise "en début de semaine prochaine".

Il s'exprimait après une rencontre avec le président réélu Mwai Kibaki et son rival, l'opposant Raila Odinga. Ce dernier accuse le chef de l'Etat d'avoir fraudé pour lui voler la victoire lors de ce scrutin, entaché de nombreuses irrégularités selon plusieurs observateurs.

Interrogé sur des informations faisant état d'un accord sur un gouvernement d'union nationale, M. Annan avait répondu que ces médias avaient "dégainé trop vite". Une telle possibilité était encore évoquée samedi dans la presse kényane.

L'armée veille et rétablit la circulation

De son côté, le président Kibaki s'est dit samedi "satisfait" du fait que les pourparlers "se déroulent bien", dans un communiqué de la présidence.

Il s'est dit "confiant" qu'une "solution durable à l'actuelle situation politique puisse être trouvée".

La prochaine séance de discussions est prévue lundi. Un des négociateurs du camp gouvernemental, Mutula Kilozo, a indiqué samedi à l'AFP que d'ici là "chaque partie tient de son côté des réunions pour discuter de ces questions".

"Nous avons besoin d'un arrangement politique. Nous avons besoin de mécanismes de transition, qui impliquent des réformes constitutionnelles, légales et institutionnelles", a-t-il dit.

La perspective de cet accord survient alors que la communauté internationale a cherché à peser sur ces négociations.

Dans sa première déclaration formelle depuis le début de la crise, le Conseil de sécurité de l'ONU a "exhorté" mercredi les deux camps à "promouvoir la réconciliation". Le lendemain, à Nairobi, le commissaire européen au Développement Louis Michel a prévenu que le risque de sanctions pesait toujours en cas d'échec de la médiation.

Parallèlement, Washington a averti 13 Kényans, responsables politiques des deux camps et hommes d'affaires, de possibles difficultés pour obtenir des visas en raison de leur implication présumée dans les violences.

Le Kenya aura montré une autre caractéristique au monde: l'importance de sa misère

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, qui était à Nairobi le 1er février, a fait part vendredi de son espoir de voir un accord politique conclu "dès que possible".

Pour sa part, le responsable des Affaires humanitaires à l'ONU, John Holmes, se trouvait samedi dans la vallée du Rift (ouest), épicentre des violences, où il a visité un site de déplacés dans la ville de Nakuru, où sont rassemblés 12.000 personnes.

"Je souhaite que les négociations politiques à Nairobi soient couronnées de succès, car il est clair que les gens veulent rentrer chez eux", a-t-il notamment déclaré. 08 février 2008

A Nairobi, un gang criminel se nourrit de la soif de vengeance de Kikuyus BIDONVILLE DE MATHARE (Kenya), 08/02 - "Nous allons nous venger, récupérer nos biens", lance David, membre du redouté gang des Mungiki. Soif de vengeance et insécurité amènent nombre de déplacés kikuyus de la crise au Kenya à rejoindre cette secte interdite, faisant craindre une explosion de violences. Depuis le 28 décembre, David vit sous une bâche sale dans un camp de déplacés en majorité kikuyus (ethnie du président réélu Mwai Kibaki) à Mathare, l`un des bidonvilles les plus miséreux de Nairobi.

Comme les 300 autres déplacés du camp, il a été chassé de chez lui par des voisins d`ethnies rivales - notamment Luo et Kalenjin, qui ont soutenu l`opposant Raila Odinga - lors des violences post-électorales.

"C`est vrai que Mungiki recrute des gens et que nous allons nous venger et récupérer nos biens: l`ordre viendra du commandement de Mungiki", lance David, 38 ans, membre du gang depuis 4 ans.

C`est vrai que Mungiki recrute des gens et que nous allons nous venger et récupérer nos biens Mungiki ("multitude" en kikuyu), secte interdite en 2002 et qui dit descendre des guerriers Mau Mau s`étant illustrés pendant la guerre d`indépendance, s`est muée ces dernières années en un gang mafieux pratiquant l`extorsion de fonds et des meurtres par décapitation. Elle avait été visée début 2007 par une répression musclée du gouvernement.

"Les Mungiki ont été approchés (récemment) par le gouvernement pour l`aider à protéger les déplacés kikuyus", déclare à l`AFP sous couvert d`anonymat un défenseur des droits de l`Homme au Kenya. Une information confirmée par d`autres sources concordantes. De son côté, le gouvernement nie tout lien avec la secte. 07 février 2008

Le Conseil de sécurité de l'ONU salue l'avancée des négociations au Kenya NEW YORK (Nations Unies), 6 février (Xinhua) -- Le Conseil de sécurité des Nations Unies a salué mercredi l'annonce selon laquelle les négociations entre les deux camps hostiles au Kenya ont débouché sur des progrès. Dans une déclaration présidentielle, il s'est félicité surtout de l'adoption par le camp du président kényan Mwai Kibaki et celui du leader de l'opposition Raila Odinga d'un plan et d'un calendrier de mesures visant à mettre fin à la crise kényane née de la contestation des résultats des élections du 27 décembre dernier, sous la houlette du Groupe d'éminentes personnalités africaines ayant à sa tête l'ancien secrétaire géréral des Nations Unies, Kofi Annan. Il s'agit de l'avancée des négociations menées le 1er février entre MM. Kibaki et Odinga.

Le Conseil de sécurité a par ailleurs accueilli avec satisfaction le communiqué publié par l'Union africaine (UA), qui salue les efforts déployés par l'organisation panafricaine, le président ghanéen John Kufuor et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et souligné son "soutien sans réserve à l'action que mène le Groupe d'éminentes personnalités africaines pour aider les parties à trouver une solution politique".

Arrivée des convois de la Croix Rouge dans un camp de réfugiés

La déclaration a déploré "l'explosion de violences consécutive aux élections, qui a fait de nombreuses victimes et a eu de graves conséquences humanitaires". Elle a déploré aussi "qu'en dépit des engagements pris le 1er février, des civils continuent d'être tués, soumis à des violences sexuelles ou sexistes et forcés de quitter leur domicile".

Le Conseil de sécurité "s'inquiète vivement de la poursuite de la grave crise humanitaire que connaît le Kenya et demande que les réfugiés et les déplacés soient protégés.

Le conseil de sécurité demande une protection des camps de réfugiés

Il s'inquiète également de la sécurité des agents humanitaires et du personnel des Nations Unies et demande à toutes les parties de leur faciliter la tâche et d'assurer leur sécurité. Il se félicite que la Haut-Commissaire aux droits de l'homme et le Conseiller spécial du secrétaire général pour la prévention du génocide aient décidé, après des consultations avec le gouvernement kenyan, de dépêcher des missions au Kenya".

La déclaration a invité les dirigeants kenyans à "faciliter le travail de ces missions". 06 février 2008

Louis Michel au Kenya pour soutenir la médiation de Kofi Annan Le commissaire européen à l'aide humanitaire, Louis Michel, s'est envolé mercredi vers le Kenya, où il espère contribuer à l'effort de médiation entre le pouvoir et l'opposition.Dans un bref communiqué, Louis Michel a apporté son soutien aux efforts de l'ancien secrétaire-général de l'ONU, Kofi Annan, pour mettre un terme à la crise politique et aux violences. Louis Miclel apporte son soutien à Kofi Annan

"Nous pensons qu'une percée politique décisive peut intervenir dans les prochains jours et nous sommes impatients de poursuivre nos relations proches et mutuellement bénéfiques avec le Kenya", a-t-il ajouté. 06 février 2008

Les menaces contre l'ambassade finlandaise L'ambassade de Finlande à Nairobi a été avertie par courrier électronique d'une menace terroriste qui concerne également d'autres ambassades dans la capitale kényane, a indiqué aujourd'hui l'ambassadrice Heli Sirve.Le message reçu samedi, qui pourrait provenir de Somalie, "nous a avertis de menaces terroristes contre l'ambassade finlandaise et d'autres ambassades", a déclaré Mme Sirve.L'ambassade s'est mise en contact avec des représentations diplomatiques de pays de l'Union européenne, d'autres pays nordiques et des Etats-Unis à ce sujet, a-t-elle indiqué.

"Nous prenons cela sérieusement", a déclaré Mme Sirve, tout en précisant qu'elle ne voyait pas pourquoi l'ambassade finlandaise serait la cible d'attaques en relation avec la Somalie. Helsinki n'y a pas d'ambassade et n'est impliquée dans ce pays que par le biais d'ONG.
05 février 2008

Les difficultés de l’industrie florale menacent l’économie du pays
A l’instar du secteur touristique, l’industrie florale fait les frais de la situation politique instable du Keyna et risque de mettre l’économie du pays en difficulté indique RFI.L’horticulture est la 4ème source de revenu du pays. Or, le personnel, par peur des représailles, ne se présente plus dans les exploitations contraintes de travailler parfois avec moins d’un quart de leurs effectifs.Les roses, dont l’exportation vers l’Europe représente à elle seule près de 400 millions d’Euros, ne sont plus acheminées normalement vers l’aéroport de Nairobi. Faute de marchandises, les sociétés de frêt annulent les vols cargo et prévoient pour certaines de n’atteindre que 10% de leur budget prévisionnel. Un manque à gagner encore accentué en cette période de Saint-Valentin, durant laquelle les ventes augmentent habituellement d’environ 40%. (Mardi 5 Février - 16:01) 05 février 2008

La question cruciale du partage du pouvoir au coeur des négociations 05 février 18:10 - NAIROBI (AFP) - Le médiateur de l'Union africaine, Kofi Annan, a rappelé mardi à l'ordre le gouvernement et l'opposition kényane, en leur demandant d'éviter toute déclarations "provocatrices" alors que des pourparlers cruciaux ont démarré pour résoudre la crise politique issue des élections. Dans l'ouest du Kenya, douze personnes ont été tuées dans la journée par la police et lors d'affrontements interethniques, dans la province de Nyanza (ouest), où se focalisent les violences de ces derniers jours.

La difficulté pour les forces de l'ordre est de s'interposer entre des groupes de plus en plus importants

M. Annan a exigé des deux parties qu'elles s'appliquent à résoudre leurs différends uniquement autour de la table des négociations, après que le parti de l'opposant Raila Odinga eut publié un communiqué menaçant d'organiser des manifestations si l'Autorité intergouvernementale de développement (Igad), que préside le chef de l'Etat Mwai Kibaki, se réunissait mercredi à Nairobi.

L'opposition juge qu'une telle réunion reviendrait à légitimer Mwai Kibaki, dont elle conteste la réélection lors de la présidentielle de fin décembre. Auparavant, un responsable du ministère kényan des Affaires étrangères avait indiqué

que les ministres des Affaires étrangères de l'Igad (sept pays, moins l'Erythrée) allaient se réunir à Nairobi "pour afficher leur soutien aux efforts déployés par le gouvernement pour restaurer la stabilité dans le pays".

"Nous avons exigé que les parties évitent les déclarations provocatrices en dehors des négociations (...), qu'elles ne discutent pas à l'extérieur de questions sensibles qui sont sur la table", a déclaré M. Annan à des journalistes.

"Nous sommes tombés d'accord sur le fait qu'il fallait être vigilant sur ce point", a-t-il ajouté. "Je pense qu'il y a un accord clair sur le fait qu'il (...) n'y aura pas de manifestations", a encore dit M. Annan.

En fin de semaine déjà, le parti de M. Odinga avait réagi vivement aux déclarations de M. Kibaki devant l'Igad à Addis Abeba. Ce dernier avait affirmé qu'il était le représentant légitime du peuple kényan et déclaré que "les contentieux électoraux" devaient être réglés devant la justice kényane. Pendant que les politiques restent sur leur position les maisons brûlent

L'opposant a toujours exclu une telle option, arguant que les tribunaux sont contrôlés par le gouvernement. M. Odinga, arrivé officiellement deuxième à l'élection présidentielle, accuse M. Kibaki d'avoir fraudé pour lui voler la victoire lors du scrutin, dont les résultats sont entachés de graves irrégularités, selon de nombreux observateurs. Les discussions sur ce contentieux politique ont démarré lundi. Jusqu'à présent, les pourparlers, qui ont débuté le 31 janvier, avaient été consacrés aux moyens de mettre fin aux violences qui ensanglantent le pays et à la crise humanitaire.

"Je pense que les discussions avancent très bien. Je suis satisfait, nous commençons à travailler comme une équipe, une équipe composée pour aider le Kenya à sortir de la crise", a déclaré M. Annan qui, la veille, avait confié que ces négociations s'annonçaient "dures". Statu quo dans l'ouest du Kenya et sur les positions des deux protagonistes

De nombreux commentateurs estiment que la meilleure solution pour sortir de l'impasse est de réduire les prérogatives de M. Kibaki et d'offrir à M. Odinga un poste de Premier ministre, qui nécessiterait une réforme de la Constitution. Mais les deux camps ont officiellement dit qu'ils n'étaient pas prêts à accepter un tel arrangement.

Plus de 1.000 personnes ont été tuées et 250.000 à 300.000 déplacées dans les violences politico-ethniques depuis plus d'un mois, principalement dans l'ouest du pays, sur fond de conflits fonciers et ethniques latents, jamais résolus par les gouvernements successifs depuis l'indépendance du pays en 1963.

Dans la province de Nyanza, neuf personnes ont été tuées mardi par la police et trois lors d'affrontements inter-communautaires. 04 février 2008

Les négociateurs veulent des mesures d'urgence, 3 morts à l'ouest NAIROBI (AFP) — Les négociateurs du gouvernement kényan et de l'opposition ont recommandé l'organisation de manifestations conjointes en faveur de la paix et la mise en place d'une "commission vérité, justice et réconciliation" pour sortir le pays d'une crise qui a fait trois morts lundi. Après être tombés d'accord le 1er février sur une feuille de route pour sortir de la crise, le gouvernement et l'opposition ont repris lundi leurs pourparlers dans la capitale kényane, sous l'égide de Kofi Annan, médiateur de l'Union africaine (UA) et ont recommandé plusieurs mesures d'urgence.

"Des manifestations conjointes en faveur de la paix devraient être convoquées par tous les dirigeants afin de promouvoir la paix et la réconciliation", ont affirmé les négociateurs des deux camps, dans un communiqué publié à l'issue de la reprise des pourparlers.

"Une commission vérité, justice et réconciliation devrait être mise en place avec des juristes locaux et internationaux", ont ajouté les négociateurs, qui recommandent également que les manifestations pacifiques soient à nouveau autorisées dans le pays.

La Vallée du Rift ,à l'ouest du pays, est devenue l'épicentre des affrontements

Lundi soir, le gouvernement kényan a décidé de lever l'interdiction de la diffusion en direct par les radios et télévisions de reportages sur la crise, au "regard de l'amélioration de la situation", a rapporté un responsable du ministère de l'Information.

Le 1er février, les deux équipes de négociateurs avaient signé une feuille de route censée mettre fin aux graves violences et à la crise humanitaire qui en découle, et régler la crise politique qui a résulté de l'élection du 27 décembre.

Les deux parties ont convenu que ces questions devaient être "réglées" dans une période de 7 à 15 jours, à partir du lancement officiel du dialogue, le 28 janvier, par M. Annan.

Depuis plus d'un mois, le Kenya est plongé dans l'une de ses pires crises depuis l'indépendance en 1963, née de la

contestation par l'opposant Raila Odinga (un Luo, qui a reçu le soutien d'autres ethnies) de la réélection du président Mwai Kibaki (un Kikuyu) lors de la présidentielle du 27 décembre.

Les violences politico-ethniques ont fait plus de 1.000 morts et entre 250.000 et 300.000 déplacés.

Dans la Vallée du Rift (ouest), devenue l'épicentre des affrontements, les conflits fonciers et ethniques latents et jamais résolus par les gouvernements successifs, ont pris le pas ces dernières semaines sur les rancoeurs électorales.

L'accord sur la feuille de route n'a pas enrayé les violences meurtrières dans l'ouest du pays, où au moins 77 personnes ont été tuées depuis le 1er février dans des violences politico-ethniques et lors d'opérations de la police.

Lundi, au moins trois personnes ont été tuées lundi dans des affrontements entre ethnies Kisii et Kalenjin, dans la province de Nyanza (ouest du Kenya), a indiqué à l'AFP un commandant de la police dans la région ayant requis l'anonymat.

Ce commandant a précisé que la situation sécuritaire continuait de se détériorer à la frontière qui sépare les territoires de ces deux communautés, où la police patrouille.

Les Kalenjins menacent les Kikuyus de représailles et les encouragent à partir pour la capitale

Dans le district de Molo, situé à environ 160 km au nord-ouest de Nairobi, des centaines de Kikuyus ont fui lundi leurs villages après avoir été récemment menacés par des membres de l'ethnie kalenjin, pour rejoindre Nakuru, capitale de la province de la vallée du Rift.

En outre, une vaste opération policière lancée depuis vendredi soir dans le district de Kericho (ouest), qui a provoqué la fuite de milliers de villageois, se poursuivait lundi, a-t-on appris auprès de la police, qui est à la recherche de munitions volées vendredi dernier lors d'émeutes. 03 février 2008

13 nouveaux morts ce week-end dans l'ouest du Kenya à la veille de nouveaux pourparlers à Nairobi NAIROBI (AFP) — Les violences se poursuivaient dimanche dans l'ouest du Kenya, où treize personnes ont été tuées dans la nuit, à la veille de la reprise de pourparlers entre le gouvernement et l'opposition à Nairobi pour trouver une issue à la crise qui ensanglante le pays depuis un mois.L'opposant Raila Odinga a appelé l'ONU et l'Union africaine (UA) à envoyer des forces de maintien de la paix au Kenya, accusant les forces de sécurité nationales de manquer de "neutralité".

Au moins 13 personnes ont été tuées durant la nuit de samedi à dimanche dans le district de Nyamira, le long de la frontière séparant le territoire de l'ethnie Kalenjin à celui des Kisii, a indiqué un commandant de la police dans la région.

70 morts depuis vendredi dernier dont certains pas balles

Cinq personnes ont été tuées par balles par la police, et huit à la machette. "Les affrontements se poursuivent et les gens fuient leurs maison", a-t-il précisé en début d'après-midi. Ces nouvelles victimes portent à 70 le nombre de personnes tuées depuis vendredi.

Dans cette même région, à Chepilat, des échoppes ont été détruites et une école incendiée durant la nuit, et des maisons brûlées dans la matinée lors d'affrontements entre Kisii et Kalenjin, selon la même source.Plus à l'est, dans la zone d'Anaimoi, près de la ville de Kericho (environ 240 km au nord-ouest de Nairobi), des milliers de villageois ont fui leurs habitations après le lancement par la police d'une vaste opération pour récupérer des armes volées lors de violences.

Les troubles ont éclaté vendredi dans cette circonscription après le meurtre, la veille, du député de cette circonscription, David Kimutai Too, élu du Mouvement démocratique orange (ODM, parti de M. Odinga). Il s'agit du second meurtre d'un député de l'opposition en quelques jours. Plus de 1.000 personnes ont été tuées et 250.000 à 300.000 déplacées dans les violences politico-ethniques qui ont suivi l'annonce de la réélection, contestée par l'opposition, du président Mwai Kibaki fin décembre.

Des milliers de personnes qui ont tout perdu fuient et vont grossir le nombre des 300.000 réfugiés déjà recensés

Le candidat malheureux à la présidentielle, Raila Odinga, a jugé dimanche "nécessaire qu'il y ait un déploiement de forces de maintien de la paix de l'ONU et de l'Union africaine". "La police a été souvent été utilisée à mauvais escient et

nous ne ne croyons pas en la neutralité de l'armée", a-t-il déclaré lors d'une visite dans sa ville natale, Bond (ouest). Odinga a indiqué avoir "confiance" en la médiation menée par l'ex-secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, mais a laissé entendre qu'il avait d'autres plans si les négociations échouaient. "Nous avons une solution de repli", a-t-il dit, sans donner plus de détails. M. Odinga, arrivé officiellement deuxième, accuse M. Kibaki d'avoir fraudé pour lui voler la victoire lors de l'élection, dont les résultats sont entachés de graves irrégularités, selon de nombreux observateurs.

Les pourparlers entre négociateurs mandatés par MM. Kibaki et Odinga, présidés par M. Annan, doivent se poursuivre lundi. Vendredi, les deux équipes ont signé une feuille de route censée mettre fin aux graves violences et à la crise humanitaire qui en découle, et régler la crise politique qui a résulté de l'élection du 27 décembre. Les deux parties ont convenu que ces questions devaient être "réglées" dans une période de 7 à 15 jours, à partir du lancement officiel du dialogue, le 28 janvier, par M. Annan.

Samedi, M. Odinga avait fustigé les déclarations de M. Kibaki devant l'UA à Addis Abeba qui a affirmé que "les responsables de l'opposition avaient déclenché une campagne de violences qui a fait plus de 800 morts". "Nous exhortons Kibaki à ne pas faire dérailler les pourparlers en proférant des accusations scandaleuses (...). Il tente de cacher le nettoyage ethnique qui a lieu dans son arrière-cour dans le centre du Kenya", avait-il déclaré. 03 février 2008

Les violences se poursuivent au Kenya, malgré l'accord de cessez-le-feu Malgré la signature, vendredi, par le président Mwai Kibaki et l'opposant Raila Odinga d'une feuille de route censée mettre fin aux violences au Kenya, les violences ont continué dans l'ouest du pays, fief de M. Odinga.Au moins 90 personnes ont été tuées entre vendredi et dimanche matin, selon l'AFP. Au moins 13 personnes ont été tuées durant la nuit de samedi à dimanche dans le district de Nyamira, le long de la frontière qui sépare le territoire de l'ethnie Kalenjin de celui des Kisii, a annoncé un commandant de la police dans la région."Quatre ont été tuées à la machette à Kijauri, trois ont été tuées par balles par la police à Manga, et à Borabu, quatre l'ont été à la machette et deux par la police, a-t-il indiqué. les affrontements se poursuivent et les gens fuient leurs maison". Il a ajouté que 350 têtes de bétail ont été volées, et à Chepilat, des échoppes ont été détruites, et une école et des maisons incendiées.
Les affrontements entre Kalenjins et Kisiis continuent , l'utilisation d'armes à feu est recensée Samedi, des violences s'étaient déroulées dans la circonscription d'Ainamoi, dont le député d'opposition a été tué jeudi par un policier. Des émeutiers ont notamment tué un policier et pris des armes et des munitions. A Kericho, capitale du district où se trouve Ainamoi, des bidonvilles où vivent des Kikuyus, l'ethnie du président Kibaki, ont été incendiés samedi, et leurs habitants fuyaient. Dans la petite ville de Sotik, à 40 km, des gangs armés de machettes, d'arcs et de flèches, de lances et de gourdins se rassemblaient dans les rues, et de la fumée s'élevait au-dessus de plusieurs habitations et plantations de thé autour de la ville. Près d'Eldoret, au nord de Kericho, une foule a encerclé samedi un temple protestant, où s'étaient abritées deux personnes, avant de mettre le feu à l'édifice. Selon un témoin, les occupants de l'église ont pu s'échapper sans être blessés." Le pasteur est un Kikuyu et le terrain appartient aussi à un Kikuyu. Peut-être que c'était la raison de tout ça", a estimé un témoin. "ACCUSATIONS SCANDALEUSES"

Dimanche, un commandant de la police a indiqué sous couvert d'anonymat que des milliers de villageois ont fui leurs habitations pour gagner les montagnes, dans la zone d'Anaimoi, après le lancement par la police d'une vaste opération pour récupérer des armes volées dans les violences. "Ils (les habitants) ont seulement ramené une arme à feu et un chargeur, mais les chefs traditionnels nous ont dits qu'ils récupéreraient les trois armes manquantes dans les deux jours", a ajouté l'officier.

Cette jeune femme Luo découvre que sa maison a été détruite par des incendiaires

Sur le plan politique, les désaccords persistaient en dépit de la feuille de route adoptée vendredi. Le parti de Raila Odinga, l'ODM, s'est dit samedi "gravement préoccupé" par les déclarations de M. Kibaki la veille lors du sommet de l'Union africaine à Addis Abeba, qui a accusé l'opposition d'avoir "déclenché une campagne de violences qui a fait plus de 800 morts" et estimé que le contentieux électoral avec M. Odinga devait être réglé devant la justice kényane. L'ODM a toujours exclu une telle option, arguant que les tribunaux sont contrôlés par le gouvernement. "Nous exhortons Kibaki à ne pas faire dérailler les pourparlers en proférant des accusations scandaleuses (...). Il tente de cacher le nettoyage ethnique qui a lieu dans son arrière-cour dans le centre du Kenya", a déclaré le chef de l'opposition. 02 février 2008

Les violences continuent au Kenya malgré l'accord de vendredi KERICHO, Kenya (Reuters) - Des centaines de maisons ont été incendiées samedi dans la vallée du Rift, poussant de nombreux habitants à fuir, malgré la conclusion d'un accord politique visant à faire cesser les violences au Kenya.Sous l'impulsion de l'ancien secrétaire général de l'Onu Kofi Annan, le camp du président Mwai Kibaki et celui du chef de l'opposition Raila Odinga sont convenu de prendre des mesures immédiates visant à mettre fin aux affrontements post-électoraux ayant fait près de 900 morts et plus de 250.000 réfugiés en un mois.Kibaki et Odinga campent cependant toujours sur leurs positions.

Le premier affirme avoir été légitimement élu le 27 décembre et estime qu'il appartient aux tribunaux kényans de

trancher la question.

Odinga, qui accuse Kibaki de fraude électorale, rejette cette solution et affirme que la justice du pays est acquise au président.

M Mwai Kibaki au 10 ème sommet de l'Union Africain

"D'un côté, M. Kibaki se dit engagé dans le processus de médiation en cours. De l'autre, il sape ce processus en disant que les problèmes du Kenya peuvent être résolus par l'action des tribunaux locaux", a déclaré Odinga samedi.

MAISONS ET ÉGLISE BRÛLÉES

Alors que Kibaki et Odinga s'accusaient mutuellement de porter la responsabilité des violences, celles-ci se poursuivaient à Kericho, dans la vallée du Rift.

De hautes flammes se sont élevées au-dessus de bidonvilles où vivent des Kikuyus, l'ethnie du président Kibaki, tandis que les habitants fuyaient en entassant leurs maigres biens dans des charrettes.

"Ils disent que ces maisons appartiennent à des Kikuyus, alors ils les brûlent pour leur dire de s'en aller", a rapporté Victor Kemboi, un habitant de Kericho, alors que derrière lui des habitations achevaient de se consumer.

Près d'Eldoret, au nord de Kericho, une foule a encerclé samedi un temple protestant, où s'étaient abritées deux personnes, avant de brûler entièrement l'édifice. Selon un témoin, les occupants de l'église ont pu s'échapper sans être blessés.

Reprise des destructions par le feu en ce samedi 2 février 2008

"Je ne sais pas qui étaient les assaillants, mais ils ont enfoncé le portail et sont entrés. Le pasteur est un Kikuyu et le terrain appartient aussi à un Kikuyu. Peut-être que c'était la raison de tout ça", a estimé le témoin, Peter Kaguru.

Les chefs d'État de l'Union africaine, réunis au sommet à Addis Abeba, ont longuement évoqué la crise kényane au cours de leur sommet.

"Il est particulièrement triste de voir de nouvelles plaies s'ouvrir et le sang couler au Kenya et au Tchad", a déclaré le nouveau président de l'UA, le Tanzanien Jakaya Kikwete, faisant également allusion aux affrontements de samedi entre les rebelles et l'armée dans la capitale tchadienne. 02 février 2008

L'espoir de paix renaît dans un Kenya plongé dans une catastrophe humanitaire AFRIQUE. Alors que l'ONU et les ONG se montrent de plus en plus inquiètes sur l'avenir du pays, les représentants du président Mwai Kibaki et de son rival Raila Odinga ont signé vendredi un plan pour stopper les violences. S'achemine-t-on vers une accalmie au Kenya? Vendredi soir, Kofi Annan, dans son rôle de médiateur de l'Union africaine, annonçait un plan pour mettre fin aux violences entre les partisans du président Mwai Kibaki et son opposant Raila Odinga qui conteste toujours le résultat des élections du 27 décembre (lire ci-dessous). Plus tôt dans la journée, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, également présent à Nairobi, s'était déclaré «raisonnablement encouragé par l'engagement et la volonté» des dirigeants politiques à résoudre la crise.
Les violences ont entraîné un déplacement de 250.000 à 300.000 personnes Depuis la réélection de Mwai Kibaki, 800 à 1000 personnes ont succombé aux violences qui ont entraîné le déplacement de 250000 à 300000 personnes. Durant la journée de vendredi, relativement calme, la police a dénombré dix morts dont huit pour le seul district de Nyamira, dans l'ouest du pays. Ils ont été tués par des tirs de flèches ou des coups de machette.

«Se préparer au pire»

Un processus de dialogue politique est crucial pour mettre un terme à un cycle de vengeance qui a déjà fait sombrer le Kenya dans une catastrophe humanitaire. De pôle stabilisateur, le pays menace d'entraîner dans sa chute toute une région, avec des voisins déjà fragilisés par les guerres. De plateforme humanitaire pour l'est de l'Afrique - pour les agences de l'ONU et les ONG - Nairobi s'est transformée en terrain d'intervention d'urgence.

SUR PLACE, LES ACTEURS HUMANITAIRES SONT UNANIMES Ce qui frappe c'est l'extrême violence des affrontements. «Nos équipes sont choquées, un peu désemparées, explique Hugues Robert-Nicoud, responsable des

équipes d'urgence de MSF Suisse. Les blessures sont d'une intensité hors norme, elles sont très mutilantes, c'est un acharnement. Les survivants sont tellement endommagés!» Les massacres sont le plus souvent perpétrés à l'arme blanche. Les blessures sont d'une intensité hors norme On mutile, on décapite, on brûle les gens vifs. «Cela va laisser des traces psychologiques sur tout un peuple durant des décennies», estime Alexandre Liebeskind, chef adjoint du CICR des opérations pour l'Afrique de l'Est. En début de semaine, l'organisation est sortie exceptionnellement de sa réserve pour appeler à la fin des violences.

«Le cycle des représailles est alimenté par les petites radios locales qui relayent les appels à la haine, note Elysabeth Byrs, porte-parole du Bureau de coordination des affaires humanitaires de l'ONU à Genève. L'insécurité, sporadique, mouvante, entretient un climat de peur et empêche souvent les médecins de se déplacer, les secours de parvenir aux campements de réfugiés.»

La ligne de chemin de fer Nairobi - Mombasa a été coupée en trois points La ligne de chemin de fer entre le port de Mombasa et la capitale a été endommagée en trois points et le trafic ferroviaire est interrompu depuis le 25 janvier. Dans ce port, névralgique pour toute la région, environ 11000 containers sont en attente d'être déchargés. Le commerce est paralysé, mais également l'aide alimentaire au Kenya et aux pays voisins. Les transports en camions sont aussi dangereux avec de nombreux barrages qui se forment sur les routes. Le CICR doit se déplacer avec des chauffeurs de différentes ethnies pour ne pas être bloqué.

Les violences communautaires qui se sont rapidement superposées au conflit politique auront des conséquences à très long terme. Les centaines de milliers de réfugiés auront beaucoup de peine à retourner chez eux. «Ce sont des troubles internes, on ne peut pas parler de guerre civile, analyse Alexandre Liebeskind. Mais les voisins d'hier seront incapables de revivre ensemble. On assiste à une sorte de réaction en chaîne. Ces violences auront un effet sur la recomposition du paysage tribal. Les cicatrices mettront des années à guérir. Il y a peu d'espoir de voir une fin rapide des violences intercommunautaires.»

La violence s'acharne sur les femmes, plus de 152 viols dénombrés en un mois La comparaison qui revient est celle de la République démocratique du Congo avec son lot de meurtres sauvages et de viols. L'hôpital des femmes de Nairobi a accueilli entre le 27 décembre et le 20 janvier, 152 survivants de viols. La plus jeune victime avait un an et la plus âgée 58 ans. L'état de santé et les conditions d'hébergement des réfugiés sont préoccupants. Parmi ceux-ci: 75% de femmes et d'enfants et 15000 séropositifs dont 6750 qui ont besoin de médicaments, selon le Ministère kényan de la santé.

«Tout le monde se prépare au pire, explique Hugues Robert-Nicoud. Il y a des violences de tous les côtés. Des groupes d'autodéfense se sont formés. Nous accédons encore à ces zones de violence. Mais jeudi nous avons évacué une de nos équipes par hélicoptère.» 02 février 2008

Les violences se poursuivent au Kenya 44 morts en 24 heures Au moins 44 personnes ont été tuées dans l'ouest du Kenya en 24 heures alors que les camps du président Mwai Kibaki et de son rival Raila Odinga s'étaient engagés vendredi à mettre fin aux graves violences qui ensanglantent le pays en signant une feuille de route.Quarante-quatre personnes ont été tuées dans l'ouest du Kenya dans des affrontements interethniques et par la police au cours des dernières 24 heures, selon un nouveau bilan annoncé par la police.La situation était très tendue samedi dans cette région de l'ouest et de la Vallée du Rift, devenue l'épicentre des violences dans le pays depuis deux semaines.

Des émeutes ont notamment eu lieu dans la circonscription d'Ainamoi (à environ 240 km au nord-ouest de Nairobi), située dans le district de Kericho, depuis le meurtre jeudi du député de cette circonscription, David Kimutai Too, élu du Mouvement démocratique orange (ODM, opposition).

Il s'agissait du second meurtre d'un député de l'opposition en quelques jours.

Image de chaos dans l'ouest du Kenya où la liste des tués augmente d'heure en heure

En outre, une église a été incendiée dans la nuit de vendredi à samedi dans la ville d'Eldoret (ouest), a annoncé la police locale, précisant qu'aucune victime n'était à déplorer. Il s'agit de la deuxième église incendiée dans la zone d'Eldoret après l'incendie d'une église dans la localité de Kiambaa le 1er janvier dans lequel 35 personnes avaient péri brûlés vives à l'intérieur de l'église.

Près de 1.000 personnes ont été tuées et 250.000 à 300.000 déplacées dans les violences politico-ethniques qui ont suivi l'annonce de la réélection, contestée par l'opposition, du président kényan Mwai Kibaki fin décembre.

A l'ouest du pays la violence fait désormais partie du quotidien de la population

Vendredi, les camps de MM. Kibaki et Odinga ont signé une feuille de route censée mettre fin aux graves violences et à la crise humanitaire qui en découle, et régler la crise politique qui a résulté de l'élection du 27 décembre.

Les deux parties sont convenues que ces questions devaient être "réglées" dans une période de 7 à 15 jours, à partir du lancement officiel du dialogue, le 28 janvier, par le médiateur de l'Union africaine (UA) Kofi Annan. Les pourparlers ont réellement démarré jeudi et doivent se poursuivre lundi. Les "problèmes et solutions à long terme" doivent être réglées d'ici à "un an", prévoit ce plan qui évoque notamment une réforme pour régler les conflits fonciers.

Ce plan est une "percée très importante" compte tenu des "très grandes divergences entre les deux parties mais il ne s'agit pas d'un accord qui va mettre fin à la crise", avait déclaré vendredi soir Salim Lone, porte-parole du Mouvement démocratique orange (ODM), le parti de M. Odinga. M. Odinga, arrivé officiellement deuxième, accuse M. Kibaki d'avoir fraudé pour lui voler la victoire lors de l'élection, dont les résultats sont entachés de graves irrégularités, selon de nombreux observateurs.

Samedi, l'ODM s'est dit notamment "gravement préoccupé" par les déclarations du président Mwai Kibaki la veille à Addis Abeba, selon lesquelles le contentieux électoral qui oppose les deux camps devait être réglé devant la justice kényane.

L'ODM a toujours exclu une telle option, arguant que les tribunaux sont contrôlés par le gouvernement. La presse kényane jugeait samedi que les pourparlers engagés sous l'égide de M. Annan étaient cruciaux pour le pays.

Des groupes se forment et agissent très vite, la police arrive souvent trop tard

"S'ils échouent, nous serons condamnés", écrivait dans un éditorial The Standard, alors que le quotidien Nation appelait l'UA à "prendre des actions décisives pour empêcher le pays de plonger dans un gouffre". 02 février 2008

27 tués dans de nouvelles violences Alors qu'hier vendredi, un plan commun a été signé par les camps du président Mwai Kibaki et de son rival Raila Odinga, pour mettre fin aux violences qui ensanglantent le pays depuis l'élection du président Kibaki (le 27 décembre).27 personnes ont été tuées dans l'oust du Kenya ce samedi. Cela porte le bilan de ces violences à 37 morts en 24 heures.

Selon un chef de la police locale, Japheth Daido, 8 personnes ont été tuées vendredi et 2 autres dans la nuit à Ainamoi. Sous le couvert de l'anonymat, un commandant de la police dans le province de Nyanza déclare que 8 personnes ont également été tuées à Nyamira, dont 2 ont été retrouvées dans une rivière. A Chepilat, 6 ont été tuées par des tirs de la police et quatre à coup de machettes. trois ont été tuées à la machette à Manga dans la nuit de vendredi à samedi.

27 personnes ont été tuées ce samedi, la police est dépassée

Les camps du président kényan Mwai Kibaki et de son rival Raila Odinga, sous la médiation de Kifi annan, qui préside les pourparlers, ont pourtant signé ce vendredi un plan commun pour mettre fin à ces violences.

Plus de 1.000 personnes ont été tuées et plus de 300.000 autres ont été déplacées dans les violences politico-ethniques qui ont suivi l'annonce des résultats de l'élection à la présidence de Mwai Libiki, fin décembre. 02 février 2008

Les voisins d'hier sont devenus ennemis à Nderi, dans le centre du pays NDERI (AFP) — "Je ne comprends pas ce qu'ils disent, mais je sais qu'ils veulent notre départ", lance George, en écoutant les chants menaçants de ses voisins kikuyu qui s'élèvent autour du centre de recherche sylvicole où il travaille et vit, à Nderi, dans le centre du Kenya.A l'abri derrière une fine barrière de barbelés, il regarde, inquiet, les centaines de personnes massées à quelques mètres des portes du centre. La police tente de les éloigner avec des gaz lacrymogènes, ou même en tirant des balles réelles en l'air. Mais ils finissent par revenir. Comme George, des centaines de Kényans de l'ethnie luo vivent et travaillent dans l'immense centre de recherche. Ils vivent depuis plus de 30 ans aux côtés des Kikuyu, mais cette cohabitation ancienne semble appartenir aujourd'hui au passé."Apportez un camion et emmenez ces gens loin de notre terre!", crie Joseph Mburu Kiiru, un homme d'affaires kikuyu venu se joindre aux manifestants.

"Nous ne voulons pas de bain de sang mais ils doivent rentrer chez eux maintenant. S'ils ne le font pas, nous allons leur rappeler ce qu'ils ont fait à notre peuple dans la vallée du Rift", épicentre des violences dans l'ouest du pays, poursuit-il.

"Apportez un camion et emmenez ces gens loin de notre terre" des propos qui en disent long

La terre ancestrale des Luo se trouve dans la région de Kisumu (ouest), autour du lac Victoria. Depuis le début de la crise kényane, des milliers de familles kikuyu ont été chassées de la vallée du Rift, notamment par des membres de l'ethnie kalenjin, qui considère cette région comme sa terre originelle. Les Kalenjin ont soutenu en majorité le candidat malheureux à la présidentielle et opposant Raila Odinga (un Luo), qui conteste la réélection fin décembre du président Mwai Kibaki (un Kikuyu).

Cette crise majeure a provoqué des violences graves ayant fait près de 1.000 morts et plus de 250.000 déplacés depuis un mois.

La contestation politique a fait ressurgir des lignes de fracture du pays, notamment le tribalisme et des conflits fonciers.

"C'est vrai, ces gens n'ont rien fait. Nous les connaissons, nous avons grandi ensemble", admet une femme de l'ethnie kikuyu, qui refuse de donner son nom. Mais "ce n'est pas lié à l'élection. Le problème, c'est leur tribu. Ils sont sur notre terre (ancestrale) et il est temps maintenant qu'ils arrêtent de vivre sur notre dos", poursuit-elle.

La police se charge de la protection des autobus de réfugiés

Quelques minutes plus tard, la police escorte un autobus bondé, principalement de femmes et d'enfants luo, qui se frayent difficilement un chemin parmi les manifestants en colère.Le siège du centre se poursuit. Les Kikuyu installent des barrages auxquels ils mettent le feu.

"Ils nous encerclent. Ils veulent rentrer, ils veulent nous renvoyer d'où nous venons", assure Benjamin Ekwaro. A côté de lui, certains de ses collègues se sont munis de barres de métal, des machettes, ou encore d'arcs et de flèches.

Après de longues heures, la police parvient finalement à disperser les manifestants. Le calme revenu, un petit garçon marche le long d'un chemin de terre qui longe le centre."Je ne comprends pas pourquoi ils se battent", dit Moses Omondi, 10 ans, tout en regardant les employés du centre piétiner le sol pour éteindre les feux allumés par les Kikuyu.

Cette crise majeure laissera malheureusement des traces dans la mémoire des kényans

"Je veux juste rentrer chez moi, en sécurité", explique-t-il. 02 février 2008

Le Kenya au bord du chaos Les tergiversations et le ballet diplomatique continuent. Les violences aussi. La pression qu’exerce la communauté internationale sur ce pays ne semble guère porter ses fruits. Le Kenya, apparent îlot de prospérité et de stabilité dans une Afrique de l’Est agitée, allié des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme, est-il sur le point d’être emporté par l’une de ces spirales de violence autodestructrice dont le continent n’a donné que trop d’exemples ?

Un mois après l’élection présidentielle contestée qui a vu la réélection du président sortant, Mwai Kibaki, la poursuite et l’extension des affrontements interethniques, qui ont déjà causé la mort d’un millier de personnes, posent à l’évidence la question.

Une scène de poursuite pendant les affrontements interethniques à l'Ouest du Kenya Si la révolte provoquée par la fraude électorale massive a servi de détonateur aux troubles, les causes en apparaissent bien plus profondes. Elles se rapportent au modèle de développement en vigueur au Kenya, comme dans d’autres pays africains.

Croissance enviable

Les violences tiennent aussi à la persistance de rivalités interethniques instrumentalisées à l’époque coloniale. La rage avec laquelle les Kalenjin, une fédération de groupes ethniques, pillent et brûlent les biens appartenant aux Kikuyu, l’ethnie du président Kibaki, renvoie aux profondes inégalités économiques entre ces groupes. La révolte se nourrit encore des rivalités foncières exacerbées par l’histoire. Le colonisateur britannique, qui s’appuyait sur les Kikuyu, expulsa les Kalenjin des terres fertiles de la vallée du Rift, où les Kikuyu prirent leur place après l’indépendance de 1963.

Les affrontements ne surgissent pas non plus par hasard, dans un pays porté par une croissance enviable (6,1 % en 2006), mais où les inégalités sociales et économiques se creusent. Une majorité de Kényans continuent de vivre avec moins de 2 dollars par jour, tandis que 10 % d'entre eux possèdent près de la moitié de la richesse du pays. Pour l’heure, l’urgence passe par un règlement politique du contentieux électoral et par un partage du pouvoir.

C’est l’objet de la médiation ouverte à Nairobi par Kofi Annan et Ban Ki Moon, respectivement ancien et actuel secrétaires généraux des Nations unies . Flot incessant d'arrivages de blessés dans les hôpitaux, on compte pour un lit trois blessés ! Pourtant, si les pressions internationales doivent s’amplifier pour éviter que le Kenya sombre dans le chaos, elles risquent de n’avoir qu'une portée limitée. Le gouvernement de Nairobi n’est pas l’un de ceux, nombreux en Afrique, qui dépendent largement de l’aide internationale. La relative indépendance économique du Kenya impose une issue interne à la crise.

L’Union africaine, réunie en sommet à Addis-Abeba (Ethiopie) depuis avant-hier, doit aussi, en se saisissant de la situation à Nairobi, montrer sa capacité à trouver des solutions africaines aux crises qui secouent le continent. 02 février 2008

L'analyse de Pierre Rousselin directeur adjoint de la rédaction du Figaro Le directeur adjoint de la rédaction du Figaro explique pourquoi la violence au Kenya compromet la stabilité de l'Afrique de l'Est.

Au début de la campagne pour les élections présidentielles de décembre dernier, le candidat de l'opposition Raila Odinga jouait déjà des rivalités ethniques au Kenya. En faisant allusion à Barack Obama, il ne plaisantait pas vraiment lorsqu'il affirmait que les Américains éliraient un président de l'ethnie Luo bien avant que ne pourraient le faire les Kenyans.

La violence ethnique qui déchire le Kenya depuis le scrutin contesté du 30 décembre est un nouvel échec de la démocratie en Afrique.

Le mouvement de contestation du scrutin a totalement échappé au contrôle des politiques

Comme les présidentielles de 2000 en Côte d'Ivoire, qui avaient contribué au déclenchement de la guerre civile dans ce pays d'Afrique de l'Ouest, la campagne électorale a été l'oc-casion au Kenya d'une instrumentalisation par les responsables politiques de clivages ethniques et de rivalités tribales ancestrales.

La manipulation flagrante des résultats et la violente contestation de la réélection du président Mwai Kibaki n'ont fait que mettre le feu aux poudres.

Comme la Côte d'Ivoire, dans l'Ouest francophone, le Kenya était pourtant un modèle pour l'Afrique de l'Est. Son industrie touristique, la culture du thé, du café et des fleurs coupées ont assuré à son économie une croissance inégalée dans la région. Au cours des cinq dernières années, le PNB du pays a doublé. Et pourtant les inégalités se sont dramatiquement creusées. Selon le PNUD, les 10 % les plus riches possèdent près de la moitié de la richesse du pays tandis que les 10 % les plus pauvres ne disposent que d'un pour cent de la richesse nationale.

Cette disparité croissante a servi de terreau aux rivalités tribales et ethniques. Elle s'est ajoutée aux anciens clivages fonciers, particulièrement vifs dans la fertile vallée du Rift, région qui fut colonisée par les Blancs et dont furent chassés, à l'époque, les habitants qui appartenaient à l'ethnie Kalenjin.

À l'indépendance, en 1963, lorsque les Britanniques se retirèrent, l'ethnie dominante, celle des Kikuyus, prit leur place, empêchant les Kalenjins de retrouver les terres de leurs aïeux.

Il s'agit bien d'actes d'épuration ethnique qui se déroulent à l'ouest du Kenya

Sur le plan politique, la domination des Kikuyus remonte à l'époque coloniale. Les Britanniques s'appuyèrent sur ces tribus qui étaient plus sédentaires et qui s'adaptaient plus facilement à l'économie coloniale. À l'indépendance, c'est un Kikuyu, Jomo Kenyatta, qui accéda à la présidence. À sa mort, en 1978, c'est son vice-président, Daniel Arap Moi, un Kalenjin, qui lui succède.

Mais les tensions ethniques s'étaient déjà manifestées au sommet du pouvoir politique. Jaramogi Odinga, le père de l'opposant d'aujourd'hui, avait été nommé vice-président à l'indépendance avant de rompre avec Kenyatta pour créer le premier parti d'opposition.

Il y a donc un parfum de revanche dans la bataille politique qui se déroule aujourd'hui, Raila Odinga ayant fédéré les ethnies Luo et Kalenjin pour secouer la domination des Kikuyus qu'incarne le président Mwai Kibuku depuis son élection en 2002. Ainsi, la volonté des dirigeants de régler leurs comptes se conjugue avec les conflits latents dans la population. À la soif de revanche politique des uns correspond celle d'ethnies défavorisées qui cherchent à récupérer leurs terres.

Avec cynisme, les responsables politiques manipulent la frustration des laissés-pour-compte. Depuis le scrutin du 30 décembre, les troubles ont fait près d'un millier de morts et ont fait fuir quelque 300 000 personnes.

Ce qui a commencé comme un mouvement de protestation contre des élections truquées est en train d'échapper au contrôle des principaux protagonistes et risque de se transformer en un nouvel exemple d'épuration ethnique en Afrique.

Sans intervention extérieure, les acteurs ne pourront retrouver le chemin de la paix. Dans chacun des camps, la population n'écoute plus que ses propres dirigeants, même s'ils sont responsables de leur malheur. La médiation de l'ancien secrétaire général de l'ONU Kofi Annan constitue le meilleur espoir d'apaisement. Elle en appelle au président Kibaki et à l'opposant Raila Odinga pour qu'ils reprennent le dialogue et trouvent un moyen de régler la crise. Un accord vient d'être annoncé qui laisse penser que des discussions pourront être entamées rapidement pour mettre fin aux violences.

L'économie des pays frontaliers est touchée par la crise du Kenya

La déstabilisation du Kenya affecte les pays voisins qui dépendent de ce pays pour accéder aux marchés mondiaux. Elle remet en cause les espoirs de voir la démocratie s'enraciner dans une région difficile et compromet la lutte antiterroriste dans cette partie de l'Afrique. Il est donc urgent d'arrêter la descente aux enfers avant qu'il ne soit trop tard. 01 février 2008

Accord sur un plan commun pour mettre fin aux violences au Kenya Des représentants du président kényan Mwai Kibaki et de son rival Raila Odinga sont parvenus, vendredi 1 février, à un accord sur un plan pour mettre fin aux violences qui ensanglantent le pays depuis l'élection présidentielle du 27 décembre, a annoncé le médiateur de l'Union africaine, Kofi Annan, au cours d'une conférence de presse. La mission de Kofi Annan semble avoir réussi, qu'en sera-t-il sur le terrain dans les mois à venir ? "Nous sommes parvenus à un accord sur un plan pour régler les questions à court terme, mais aussi à long terme", a déclaré M. Annan, qui préside, depuis jeudi 31 janvier, des pourparlers entre des négociateurs mandatés par les deux rivaux. Le document, signé par les deux camps et dont une copie a été distribuée aux journalistes, détaille une liste de mesures à prendre dans un plan en quatre points.

Les représentants de ces deux hommes semblent être parvenus à un accord

Le premier point annonce"une action immédiate pour arrêter les violences et restaurer les droits et les libertés fondamentaux". Le texte prévoit qu'il "ne soit pas fait usage des tirs à balles réelles [par la police] dans des situations injustifiées", affirme également le droit d'"organiser des rassemblements pacifiques" et appelle les Kényans à "faire preuve de retenue et éviter les actes de vengeance".

Pendant les négociations, l'armée lutte pour faire régner l'ordre et le calme

Le deuxième point traite des "mesures immédiates à prendre pour régler la crise humanitaire", et affirme que les personnes déplacées par les violences doivent recevoir "assistance et protection" pour revenir chez elles.

AJUSTEMENT DU CADRE CONSTITUTIONNEL

La crise politique actuelle constitue le troisième point : les deux parties s'engagent à "négocier pour parvenir à une solution". L'opposant Raila Odinga, arrivé officiellement second lors de la présidentielle, accuse M. Kibaki d'avoir commis des fraudes lors de l'élection, dont les résultats sont entachés d'irrégularités flagrantes, selon de nombreux observateurs.

La majorité des réfugiés préfèrent partir pour ne pas revivre l'enfer

"La résolution de la crise pourrait nécessiter des ajustements du cadre constitutionnel, légal et institutionnel actuel", indique le texte. Les deux parties ont convenu que ces trois questions devaient être "réglées" dans une période de sept à quinze jours, à partir du début officiel du dialogue, commencé le 28 janvier. Le quatrième et dernier point du document porte sur des "problèmes et solutions à long terme", qui doivent être réglés d'ici "un an", et évoque

notamment une "réforme" pour régler les conflits fonciers qui empoisonnent les relations entre communautés depuis l'indépendance.

Sur le terrain les violences continuaient pendant les négociations au 10 ème sommet de l'UA

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'était déclaré, vendredi après-midi à Nairobi, "raisonnablement encouragé par la volonté" des dirigeants politiques de résoudre la crise qui secoue le pays. Dix personnes ont été tuées, pour la seule journée de vendredi, lors de nouvelles violences dans l'ouest du pays. Au total, les violences post-électorales nées de la contestation par l'opposition de la réélection du président Mwai Kibaki ont fait près de 1 000 morts depuis plus d'un mois, et provoqué le déplacement de 250 000 à 300 000 personnes. 01 février 2008

Regain de violence dans l'ouest du Kenya: 14 morts Quatorze personnes, dont un policier, ont trouvé la mort vendredi dans l'ouest du Kenya, où les tensions ont été relancées la veille par le meurtre d'un parlementaire d'opposition. Les négociations sur un règlement de la crise politique ont toutefois repris et les deux principaux partis ont annoncé un accord pour mettre fin à la violence.Le policier tué, le premier à trouver la mort depuis l'élection présidentielle contestée du 27 décembre, a été lynché par une foule de 3.000 personnes armées d'arcs et de flèches, de lances, de bâtons et de machettes, dans le village de la vallée du Rift d'où était originaire David Kimutai Too, l'élu abattu jeudi par un autre policier dans des circonstances peu claires.

Le travail des forces de l'ordre devient de plus en plus dangeureux

Dans un autre village de la région, six personnes ont été tuées jeudi à coups de hache et deux autres par des flèches empoisonnées à Ikonge, à environ 380km à l'ouest de Nairobi, selon des témoins. Le responsable de la police du district de Nyamira, Samuel Njora, a confirmé ce bilan et l'a imputé à des membres de l'ethnie Kalenjin à laquelle appartenait M. Too.

Les victimes sont des Kisii, accusés d'être fidèles au pouvoir du président contesté Mwai Kibaki. Les affrontements se poursuivaient entre Kalenjin et Kisii vendredi en fin d'après-midi.

En plus des violences de vendredi, la police kényane a annoncé avoir tué la nuit précédente quatre personnes en tirant dans la foule qui a incendié des dizaines de maisons et de commerces, toujours dans la même zone.

La nuit dernière 4 incendiaires ont été tués comme le prévoient les dernières mesures du gouvernement

Le Kenya, jusque-là considéré comme un des pays les plus stables du continent africain, est secoué par des violences depuis la réélection fin décembre de Mwai Kibaki, contestée par son rival Raila Odinga. En un mois, les affrontements ont fait plus de 800 morts.

Les camps rivaux de MM. Kibaki et Odinga ont repris leurs discussions vendredi à Nairobi après une interruption due à la mort de M. Too, le second élu de l'opposition tué en une semaine. Les partis ont annoncé avoir trouvé un accord sur des mesures immédiates pour mettre fin aux violences et sur un texte en quatre points qui prévoit la fin sous quinze jours des discussions destinées à régler la crise politique.

Après les affrontements entre Luos et Kikuyus c'est le tour des Kisiis contre les Kalenjins !

Le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon est venu à Nairobi pour appuyer la médiation de son prédécesseur Kofi Annan. Il a demandé aux négociateurs kényans de "regarder au-delà des intérêts personnels (et) des lignes des partis". "Désormais, l'avenir dépend de vous", les a-t-il prévenu.

Il a également rencontré M. Odinga, qui réclame de nouvelles élections, fermement rejetées par Kibaki. Ce dernier, qui se trouvait à Addis-Abeba pour un sommet de l'Union africaine, a de nouveau suggéré que la crise devrait être arbitrée par la justice, une proposition qui ne convient pas à l'opposition. Il a cependant laissé poindre son optimisme, se disant convaincu "que nous allons parvenir à une solution durable".

Le mois de février 2008 commence aussi mal que celui de janvier 2008

Kofi Annan a aussi dit qu'il avait suggéré au président Kibaki qu'un "déploiement préventif de l'armée pourrait être

nécessaire". "Chacun doit admettre que les policiers sont un peu débordés", a-t-il justifié.

En marge du sommet éthiopien, le président de la Banque mondiale Robert Zoellick a mis en garde à son tour contre la poursuite des violences, qui pourraient obliger l'institution à suspendre certains de ses programmes d'aide. Mercredi, l'émissaire américaine Jendayi Frazer avait déjà annoncé que les Etats-Unis allaient réviser l'ensemble des aides qu'ils octroient au pays. AP 01 février 2008

10 tués dans l'ouest, Ban "raisonnablement encouragé" à Nairobi NAIROBI (AFP) — Dix personnes ont été tuées vendredi dans de nouvelles violences dans l'ouest du Kenya, tandis que le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon se déclarait à Nairobi "raisonnablement encouragé par la volonté" des dirigeants politiques de résoudre la crise qui secoue le pays.

Huit personnes ont été tuées, à la machette ou par des flèches, dans des affrontements entre ethnies dans le district de Nyamira, dans la province de Nyanza, où de nombreuses échoppes ont été incendiées, selon la police.

La population est toujours victime des machettes et des flèches

Un policier a été tué à Ainamoi (district de Kericho, centre-ouest) où quelque 3.000 villageois, armés notamment d'arcs et de machettes, ont attaqué un bâtiment gouvernemental et dérobé des armes et des munitions, a-t-on appris auprès de la police locale.

La circonscription d'Ainamoi est secouée par des troubles depuis le meurtre jeudi par un policier du député de cette circonscription, David Kimutai Too, élu du Mouvement démocratique orange (ODM, opposition). C'était le second député de l'opposition tué en quelques jours.

A Kisumu, fief de l'opposition (extrême-ouest), un homme a été tué par balles par la police "parce qu'il faisait partie d'un groupe qui voulait attaquer un poste de police", selon un officier.

Par ailleurs, une trentaine de maisons ont été incendiées dans la ville de Kapsabet. Et 56 autres ont connu le même sort dans la nuit entre les districts de Borabu et Bureti, près de la ville de Kisii, selon la police.

Les violences nées de la contestation de la réélection de Mwai Kibaki, lors de la présidentielle du 27 décembre, ont fait près de 1.000 morts et entre 250.000 et 300.000 déplacés.

Les forces de l'ordre utilisent tous les moyens mis à leur disposition, ici la brigade canine

Raila Odinga, arrivé officiellement second, accuse M. Kibaki d'avoir fraudé lors de l'élection, dont les résultats sont entachés d'irrégularités flagrantes, selon de nombreux observateurs.

En visite pour une journée à Nairobi, Ban Ki-moon s'est déclaré "raisonnablement encouragé par l'engagement et la volonté de tous les leaders politiques (...) qui envisagent désormais la possibilité de résoudre ce problème à travers le dialogue et des moyens pacifiques".

Il venait de rencontrer le médiateur de l'Union africaine (UA), Kofi Annan, qui préside depuis jeudi des pourparlers entre les camps rivaux, les négociateurs des deux bords, ainsi que M. Odinga.

Ban Ki Moon Secrétaire Général des Nations Unies intervient en marge du 10 ème sommet de l'UA

La veille, M. Ban s'était entretenu avec M. Kibaki à Addis Abeba, en marge du 10ème sommet de l'UA.

"L'avenir de votre pays et votre peuple repose sur vos épaules", a lancé M. Ban aux négociateurs, qui ont poursuivi leurs discussions vendredi, avant d'appeler les deux camps à "dépasser les interêts individuels et les lignes partisanes".

A Addis Abeba, M. Kibaki a tenu à réaffirmer qu'il avait été élu par une majorité de Kényans et accusé les dirigeants de l'opposition d'avoir "lancé une insurrection civile" dans tout le pays.

De son côté, la police fédérale américaine (FBI) a proposé à Nairobi de dépêcher des agents au Kenya pour enquêter sur les meurtres des deux députés, a indiqué l'ambassade américaine à Nairobi.

L'armée et la police continuent les interventions contre les faiseurs de troubles et pillards

Une proposition saluée par M. Odinga, qui assure qu'il s'agit d'assassinats politiques et accuse la police kényane de partialité.

"Nous sommes capables de conduire nos propres enquêtes", a cependant répondu le porte-parole du gouvernement Alfred Mutua, ajoutant que "le FBI ne peut intervenir que si un Américain est impliqué ou si les Etats-Unis sont concernés par le crime en question". 01 février 2008

Paris demande l'intervention du Conseil de sécurité des Nations unies

Le Conseil de sécurité des Nations unies doit "agir" au Kenya, a déclaré jeudi soir le ministre des affaires étrangères, Bernard Kouchner. "Au nom de la responsabilité de protéger, il est urgent de venir en aide aux populations du Kenya. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit se saisir de cette question et agir", a affirmé M. Kouchner dans un communiqué. M. Kouchner qualifie le contexte humanitaire de très préoccupant "Des actes barbares sont commis, des populations civiles sont tuées dans des conditions atroces, des femmes et des enfants sont violés. Deux députés de l'opposition ont également été tués", a observé M. Kouchner. "Nous redoutons que ces dérives ne fassent sombrer le Kenya dans un conflit meurtrier de caractère ethnique", a-t-il ajouté en appelant à un" solution politique" de la crise qui "doit être rapide".

DROIT D'INGÉRENCE

M. Kouchner, qui cite dans sa déclaration le terme juridique "responsabilité de protéger", est un défenseur résolu du droit d'ingérence, qui permet en cas de violation massive des droits de l'homme, de remettre en cause la souveraineté des Etats pour permettre l'intervention d'acteurs extérieurs. "A l'origine de la crise actuelle, se trouve l'immense déception du peuple kényan face à un résultat électoral entaché d'irrégularités", a dit M. Kouchner. "Les deux parties en présence sont maintenant face à une responsabilité historique : choisir la voie du dialogue ou porter la responsabilité d'une catastrophe politique et humaine", a-t-il souligné.

Le ministre a qualifié "le contexte humanitaire" de "très préoccupant" et assuré que son pays renouvelait sa "confiance" au médiateur de l'Union africaine, Kofi Annan, "pour qu'il poursuive sa médiation" et au secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.